



Montréal, P. Q.
 M. le Percepteur du
 Revenu Provincial,
 445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 12 SEPTEMBRE 1936.

QUEBEC, SATURDAY, 12ND SEPTEMBER, 1936.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.
Hôtel du Gouvernement. 4555—36-9-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.
Government House. 4556—36-9-o

Lettres patentes

La Compagnie des Mines Solidor—Solidor Mines Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'août 1936, constituant en corporation: Joseph Rodolphe Nérée Séguin, avocat, Félix Vézina, comptable, tous deux de la cité de Montréal, et Joseph Brochu, agent, de la cité de Saint-Lambert, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acquérir, louer, posséder, travailler, développer, faire valoir et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux;
2. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;
3. Faire toutes opérations qui consistent à miner, traiter ou préparer de quelque autre manière que ce soit le sol ou les roches, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; leur donner une valeur marchande par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;
4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes télégraphiques ou téléphoniques, des usines génératrices de forces hydrauliques, électriques et autres, des aqueducs, chemins, moulins, entrepôts et bâtiments, nécessaires ou utiles pour ses opérations;
5. Acheter, fabriquer et vendre toutes espèces d'effets, marchandises et accessoires requis par la compagnie ou par ses employés;
6. Recevoir en paiement de minerais, de produits, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs, et les garder ou en disposer;
7. Acquérir l'entreprise, les biens, l'actif, les droits et privilèges d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même et les payer, en tout ou en partie, soit en argent, soit par la remise d'actions libérées et selon le cas, assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;
8. Demander, acquérir, exercer, jouir et dis-

Letters patent

La Compagnie des Mines Solidor—Solidor Mines Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of August, 1936, incorporating: Joseph Rodolphe Nérée Séguin, advocate, Félix Vézina, accountant, both of the city of Montreal, and Joseph Brochu, agent, of the city of Saint Lambert, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To acquire, lease, own, work, develop, turn to account and dispose of mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein;
2. Prospect and explore for mines and minerals;
3. Carry on all operations by which the soil, earth, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;
4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;
5. To purchase, manufacture and sell all kinds of goods, merchandise and accessories required by the company or by its employees;
6. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities in payment for minerals, products, merchandise or works;
7. To acquire the undertaking, properties, assets, rights and privileges of any person or company carrying on an industry or business which it itself may carry on and to pay for the same, in whole or in part either in cash, paid up shares and as the case may be to undertake the debts and charges of the assets so acquired;
8. To apply for, acquire, exercise, enjoy and

poser de tous permis, pouvoirs, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou autorité suprême, provincial, municipal ou autre aurait le pouvoir d'accorder ou d'octroyer;

9. Conclure tous arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération ou autrement, avec toute compagnie, société ou personne;

10. S'unir et se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de la compagnie;

11. Investir et réinvestir son capital ou ses deniers disponibles et acquérir par achat, souscription ou autrement, et détenir, vendre, échanger ou autrement disposer, mettre en valeur ou réaliser et généralement faire le trafic et commerce de valeurs et placements de toutes sortes;

12. Promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation, compagnie, commerce ou entreprise;

13. Prendre part à l'administration, à la surveillance, ou au contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise;

14. Agir comme agent et courtier pour l'achat la vente, l'amélioration et le développement de toute propriété ou affaire;

15. Acheter, acquérir, posséder, échanger, vendre, louer ou autrement aliéner des propriétés mobilières et immobilières que la compagnie jugera profitables, les hypothéquer, ou autrement les grever ou affecter;

16. Prêter de l'argent à toute compagnie, société ou personne et garantir l'exécution de leurs contrats ou obligations;

17. Emettre des effets de commerce ou autres titres négociables;

18. Vendre, louer ou disposer des propriétés ou de l'entreprise de la compagnie pour telle considération jugée convenable et particulièrement pour des actions, obligations ou autres valeurs;

19. Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans toute province du Canada ou à l'étranger, et y établir des agences ou succursales;

20. Rémunérer toute personne ou compagnie, pour services rendus, ou à rendre, relativement au placement ou à la vente des valeurs de la compagnie, ou au sujet de sa formation, ou de la conduite de ses affaires;

21. Distribuer, en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie, soit comme dividendes légalement déclarés à même les surplus ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec;

22. Prendre, détenir et transporter tout privilège ou hypothèque en garantie des prêts et sommes dues à la compagnie;

23. Exercer toute autre industrie ou commerce que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement, en rapport avec ses fins corporatives;

24. Faire toutes et chacune des choses autorisées par les présentes, soit seule ou conjointement comme principal ou agent;

Les pouvoirs suivants sont, sur requête, insérés dans les présentes lettres patentes, à savoir:

La compagnie pourra, en ce qui concerne ses actions entièrement acquittées, émettre un ou des certificats au porteur, énonçant que le détenteur a droit à l'action ou aux actions y désignées;

Le porteur d'un tel certificat aura droit sur remise de ce certificat pour annulation, et sur paiement de l'honoraire fixé par les règlements de la compagnie, de faire inscrire son nom comme actionnaire dans les livres de la compagnie;

Les certificats au porteur seront émis sous le

dispose of any licenses, powers, rights or privileges which any government or authority supreme, provincial, municipal or other may have the power to enact and grant;

9. To enter into any arrangements for the sharing of profits, union of interests, cooperation or otherwise, with any company, firm or person;

10. To unite or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

11. To invest and reinvest its capital or its available monies and to acquire by purchase, subscription or otherwise, and to hold, sell, exchange or otherwise dispose of, turn to account or realize on and generally trade and deal in securities and investments of all kinds;

12. To promote, organize, manage or develop any corporation, company, business or undertaking;

13. To take part in the management, supervision or control of affairs or operations of any company or undertaking;

14. To act as agent and broker for the purchase, sale, improvement and development of any property or business;

15. To purchase, acquire, own, exchange, sell lease or otherwise deal in movable and immovable properties which the company may deem profitable, to hypothecate or otherwise encumber or affect the same;

16. To lend money to any company, partnership or person and to guarantee the performance of their contracts or obligations;

17. To issue documents of trade or other negotiable instruments;

18. To sell, lease or dispose of the properties or undertaking of the company for such consideration as may be deemed advisable and particularly for shares, bonds or other securities;

19. To cause the company to be registered or recognized in any Province of Canada or in any foreign country, and to establish agencies and branches in such provinces or foreign countries;

20. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered relative to the investment or the sale of securities of the company, or in or about its formation or the conduct of its business;

21. To distribute in specie or otherwise the assets whatsoever of the company, either as dividends lawfully declared out of the surplus or in the manner prescribed by article 81 of the Quebec Companies' Act;

22. To take, hold and transfer any privilege or hypothec as security for loans and amounts due to the company;

23. To carry on any other industry or business which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with its corporate objects;

24. To do all or any of the things authorized hereby, either alone or in conjunction with others, as principal or agent;

The following powers are, upon request, inserted in these present letters patent, namely:

The company may, with regard to its fully paid-up shares, issue share-warrant or share-warrants, mentioning that the holder thereof is entitled to the share or shares designated thereon;

The holder of such certificate shall be entitled, upon surrender of the said certificate for cancellation, and upon payment of the fee fixed in the by-laws of the company, to have his name entered in the books of the company as a shareholder;

The share-warrants shall be issued under the

seau de la compagnie et signés par le président ou le vice-président et contresignés par le secrétaire ou tout autre officier autorisé à cette fin par les règlements de la compagnie;

Lors de la déclaration d'un dividende sur les actions spécifiées dans un certificat au porteur, la compagnie devra en donner avis dans deux journaux quotidiens publiés à Montréal, dont l'un français et l'autre anglais, et en ces langues respectivement, sous le nom de "La Compagnie Des Mines Solidor—Solidor Mines Company", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour d'août 1936.

ALEX. DESMEULES,

4673-o

Sous-secrétaire de la Province.

seal of the company and signed by the President or the Vice-President and countersigned by the Secretary or any other officer authorized for such purpose by the by-laws of the company;

Upon the declaration of a dividend on the shares specified in a share-warrant, the company shall publish a notice in two daily newspapers published in Montreal, one in French and the other in English, and in these languages respectively, under the name of "La Compagnie Des Mines Solidor—Solidor Mines Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of August, 1936.

ALEX. DESMEULES,

4674

Assistant Provincial Secretary

"Salaison Papineau, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'août 1936, constituant en corporation: Ben Bernstein, Conseil en Loi du Roi, pour la Province de Québec, Louis-Henry Rohrliek et Murray Kussner, avocats, tous des cités et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de marchands de viande, bestiaux, moutons, volailles, beurre, poisson et autres produits périssables en général, ainsi que peaux, cuirs, suif, gras et autres produits d'animaux, et produits laitiers, agricoles et maraichers de toutes sortes; acheter et vendre, en gros ou en détail, toutes sortes de viandes, et généralement exercer le négoce ou le commerce d'exploitants de conserveries de viande dans toutes leurs spécialités; et produire, manufacturer, saler, mettre en conserve et préparer la viande, produits de charcuterie et autres articles de consommation en général;

2. Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de toute industrie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie, ainsi que les bâtisses, machinerie, fonds de commerce, clientèle et biens en général; assumer entièrement ou partiellement les obligations de cette dite industrie et les payer en tout ou en partie avec des obligations, débiteures ou des actions de la compagnie entièrement libérées et non sujettes à appel, et les vendre, louer ou autrement les aliéner en tout ou en partie;

4. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie qui peut être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

5. Faire société ou conclure des convention au sujet du partage des profits, ou la fusion des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'explo-

"Salaison Papineau, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of August, 1936, incorporating: Ben Bernstein, one of his Majesty's Counsel, learned in the law for the Province of Quebec, Louis Henry Rohrliek and Murray Kussner, advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of dealers in meat, cattle, sheep, poultry, butter, fish and all perishable produce generally, as well as skins, hides, tallow, fat and other animal products, and dairy, farm and garden produce of all kinds; to buy and sell by wholesale or retail all kinds of meat and generally to carry on the trade or business of meat packers in all its branches; and produce, manufacture, salt, preserve, and prepare meat, meat products and other articles of consumption generally;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

3. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the Company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, good will and assets generally; to assume in whole or in part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the Company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

4. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

5. To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, or union of interest with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, and to make

ter, et faire des avances de deniers, garantir les contrats de cette dite personne ou compagnie ou l'aider autrement, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, les vendre, les détenir ou autrement les négocier;

6. Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

7. Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie des biens et entreprises de la compagnie, pour telle considération qui sera convenue, et en particulier pour les actions, débetures ou valeurs de toute compagnie achetant des dits biens et entreprises;

8. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

9. Prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider les clients ou autres personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie;

10. Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature quelconque, réelle ou personnelle, pour dettes, responsabilités ou obligations envers la compagnie, encourues ou à être encourues en rapport avec les objets et fins de la compagnie;

11. Rémunérer au moyen de paiement en argent ou, avec l'approbation des actionnaires, en actions acquittées de la compagnie, ou de toute autre manière, toute personne ou personnes ou corporation ou corporations pour services rendus relativement à la formation de la compagnie, ou dans la conduite de ses opérations;

12. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

13. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits; sous le nom de "Salaison Papineau, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour d'août 1936.

ALEX. DESMEULES,

4677 Sous-secrétaire de la Province.

advances to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

6. To amalgamate with any other company having objects similar to those of this Company;

7. To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property and undertaking of the company, for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures, or securities in any company purchasing the same;

8. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any of the property and rights of the Company;

9. To lend money to, guarantee the contracts or otherwise assist the customers and other persons having dealings with the Company;

10. To take, acquire, and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the Company, incurred or to be incurred in connection with the objects and purposes of the Company;

11. To remunerate by payment in cash or with the approval of the shareholders in paid up stock of the Company, or in any other manner, any person or persons or corporation or corporations for services rendered in or about the formation of the Company, or in the conduct of the business thereof;

12. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

13. To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Salaison Papineau, Inc.", with a total capital stock twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of August, 1936.

ALEX. DESMEULES,

4678-o Assistant Provincial Secretary.

"Cercle Universitaire Laval de Québec".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'août 1936, constituant en corporation: sans capital-actions: Edouard Morin, Roméo Blanchet et Rosaire Gingras, tous médecins, Sylvio Brassard, architecte, Laurent Lesage, notaire, tous de Québec, dans les buts suivants:

Réunir les professionnels, étudiants et autres personnes qui voudront se joindre à eux, en cercle ou club dans un but philanthropique, scientifique, littéraire, artistique, social, professionnel, athlétique, sportif ou autre du même genre;

Créer et maintenir entre les Membres et l'Université Laval des relations de franche amitié;

Prélever au moyen de souscriptions parmi les Membres les fonds nécessaires pour aider toutes œuvres nationales, charitables, religieuses, éducationnelles, sportives ou autres du même genre;

Faire des règles et règlements concernant les différentes catégories de Membres et leurs droits respectifs dans la corporation, l'administration générale de ses affaires en autant que ces règle-

"Cercle Universitaire Laval de Québec".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of August, 1936, to incorporate as a corporation without share-capital: Edouard Morin, Roméo Blanchet and Rosaire Gingras, all physicians, Sylvio Brassard, architect, Laurent Lesage, notary, all of Québec, for the following purposes:

To group professional men, students and other persons desiring to join together in a circle or club for a philanthropic, scientific, literary, artistic, social, professional, athletic, sportive or other purpose of a like nature;

To create and maintain among the Members and the Laval University true friendly relations;

To raise, by means of subscriptions among the members, the necessary funds to aid any national, charitable, religious, educational, sportive or other works of a like nature;

To make and rules regulations concerning the different classes of membership and their respective rights in the corporation, general management of its affairs in so far as the said regulations

ments ne sont pas incompatibles avec les lois de cette province; changer et modifier les dits règlements suivant les besoins de la corporation;

Acheter et acquérir, avoir, prendre, posséder et tenir pour son usage des biens meubles et immeubles, les hypothéquer, vendre, aliéner ou autrement en disposer et en acquérir d'autres à la place suivant qu'elle jugera convenable;

Publier des revues, bulletins ou autres publications qu'elle jugera utiles ou nécessaires pour ses fins;

Faire toutes autres choses qui se rapportent ou se rattachent à la réalisation des objets ci-dessus, sous le nom de "Cercle Universitaire Laval de Québec".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cent mille dollars (\$100,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour d'août 1936.

ALEX. DESMEULES,
4671-o Sous-secrétaire de la Province.

are not incompatible with the laws of this Province; to change and amend the said regulations according to the needs of the corporation;

To purchase and acquire, have, take, own and hold for its use movable and immovable properties, to hypothecate, sell, alienate or otherwise dispose thereof and to acquire others in their stead as and when deemed advisable;

To publish reviews, bulletins or other publications which it may deem useful or necessary for its purposes;

To do all other things which may be incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects, under the name of "Cercle Universitaire Laval de Québec".

The amount to which shall be limited the annual revenues from the immovable properties which the corporation may possess, is one hundred thousand dollars (\$100,000.00).

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of August, 1936.

ALEX. DESMEULES,
4672 Assistant Provincial Secretary.

"Normandin & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour d'août 1936, constituant en corporation: Paul-A. Normandin, courtier, Paul-H. Hardy, avocat, tous deux de Montréal, Emile Trottier, avocat, Outremont, dans les buts suivants:

1. Souscrire ou solliciter, garantir, acheter, soit sur marge ou autrement, prendre en échange ou acquérir par soumission, participation dans des syndicats ou autrement, ou devenir intéressés soit en vue des placements ou pour revendre ou autrement, détenir, posséder, vendre, offrir pour souscription publique ou en vente, et quant aux valeurs détenues ou négociées par la compagnie, garantir la vente ou le placement, échanger, transférer, céder, convertir, ou autrement négocier, disposer, mettre en valeur, faire des avances et généralement trafiquer, faire le commerce et le trafic des droits éventuels, bons, débetures, actions-débetures, actions, titres, obligations, droits régalien, des royautés de gas, huiles et autres, certificats, provisionnaires, billets, titres de créance, certificats d'intérêts, hypothèques sur des propriétés personnelles, et autres valeurs ou autres droits éventuels émis ou créés par ou de tous gouvernements, états, provinces, colonies, pays, districts, cités, villes, territoires, municipalités, ou corporations municipales ou scolaires, ou compagnies ou corporation domestiques ou étrangères, associations, firmes, fiduciaires, syndicats ou individus et donner toute garantie concernant tous tels placements acquis par l'entremise de ou pour la compagnie; émettre en échange de telles valeurs ou en paiement d'icelles, ses propres actions, bons, ou autres obligations, ou autrement les payer, et durant la possession ou détention d'aucuns des titres susmentionnés, exercer directement ou par l'entremise d'agents, tous tels droits, pouvoirs et privilèges de propriétaire, ou tout intérêt en iceux, comprenant le droit de voter sur tous tels titres ou actions ou autres valeurs exerçants un droit de vote;

2. Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agences et, en particulier, agir comme agents pour le placement, le contrôle, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'ar-

"Normandin & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of August, 1936, incorporating: Paul A. Normandin, broker, Paul H. Hardy, advocate, both of Montreal, Emile Trottier, advocate, Outremont, for the following purposes:

1. To subscribe or apply for, underwrite, purchase, either on margin or otherwise, take in exchange or acquire by tender, participation in syndicates or otherwise, or become interested either with a view to investment or for re-sale or otherwise, hold, own, sell, offer for public subscription or for sale, and, with reference to securities held or dealt in by the company, guarantee the sale or placing of, exchange, transfer, assign, convert, or otherwise negotiate, dispose of or turn to account, make advances upon and generally trade and deal in and with choses in action, bonds, debentures, debenture stock, shares, stocks, obligations, royalty rights, gas, oil, and other royalties, scrip, notes, evidences of indebtedness, certificates of interest, mortgages on personal property, and other securities or other similar choses in action issued or created by or of any governments, states, provinces, colonies, countries, districts, cities, towns, territories, municipalities, or municipal or school corporations or domestic or foreign companies or corporations, associations, firms, trusts, syndicates or individuals and to give any guarantee in relation to any such investment acquired through or for the company; to issue in exchange for such securities or in payment thereof its own shares, bonds, or other obligations, or otherwise pay therefor, and, while the owner or holder of any of the foregoing to exercise, directly or through agents, all of the rights, powers and privileges of ownership or interest therein, including the right to vote on any such stock or shares or other securities carrying a voting right;

2. To transact or carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual,

gent, pour tout individu, firme, corporation ou cours de justice pour le transfert ou l'enregistrement de bons, débetures ou actions ou autre valeurs, et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriété, comprenant des maisons d'affaires et des entreprises, et généralement transiger et se charger de toutes espèces d'affaires d'agence, que ce soient des affaires commerciales, d'assurance, industrielles ou des affaires financières;

2. Pour les fins de la compagnie, acheter ou autrement acquérir, posséder, vendre, améliorer, gérer, administrer, mettre en valeur, disposer et faire le commerce soit comme mandants ou agents, de propriétés, réelles et personnelles, mobilières et immobilières et mixtes, et droits de toutes sortes qui peuvent être convenablement exercés en rapport avec aucun des objets de la compagnie;

4. Promouvoir, et devenir actionnaires d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que dans l'exécution des contrats par aucune telle compagnie et généralement faire les affaires d'une compagnie de garantie;

5. Demander, acheter, ou acquérir autrement, toutes marques de commerce, noms de commerce brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis de les faire valoir autrement;

6. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

7. Payer pour tous services rendus ou toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie, de la manière qui sera jugée convenable et particulièrement les payer en tout ou en partie par l'émission d'actions ou autres valeurs de la compagnie;

8. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

9. Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

10. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie, émettre des débetures, actions-débetures, actions, bons, obligations et garanties de toutes sortes, et les rédiger, les constituer et les garantir comme il semblera convenable, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou acte de transfert ou autrement et soit rachetables, convertibles ou autrement, les garantir par acte de fiducie ou autrement sur la totalité ou toute partie des biens de la compagnie, présents ou futurs, comprenant, si la chose est jugée convenable, le capital non appelé ou de toute autre manière;

firm corporation or Court of law for the transfer or registration of bonds, debentures, shares or other securities and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, insurance, industrial or financial matters;

3. For the purposes of the company, to purchase or otherwise acquire, hold, sell, improve, manage, administer, turn to account, dispose of, deal in real and personal, moveable and immoveable and mixed property and rights of all kinds, either as principals or agents, which can be conveniently carried on in connection with any of the objects of the company;

4. To promote and become shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company; and to guarantee payment of the principal of, and dividends and interest on the shares, stocks, bonds, debentures and other securities of and in the performance of contracts by any such company, and to carry on the general business of a guaranty company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to, use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

6. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

7. To pay for any services rendered to or any property or rights acquired by the company in such manner as may seem expedient and in particular to pay for the same, in whole or in part, by the issue of shares or other securities of the company;

8. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

9. To receive money on deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds, upon such terms as may be arranged;

10. To borrow money on the credit of the company, to issue debentures, debenture stocks, shares, bonds, obligations and securities of all kinds, and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either redeemable, convertible or otherwise, and to secure the same by trust deed or otherwise on the whole or any part of the assets of the company, present and future, including, if thought fit, uncalled capital or otherwise howsoever;

11. Faire des avances sur tels placements comme ci-dessus, négocier des prêts, offrir pour souscription publique ou autrement, et aider ou assister à effectuer tels placements comme susdits, donner toute garantie relativement à tous tels placements émis par ou acquis par ou de la compagnie ou autrement; recevoir de l'argent, des documents, des valeurs pour les mettre en sûreté, pour transmission ou dépôt, à intérêt ou autrement, tirer, endosser, accepter, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier des billets promissoires, lettres de change, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats provisoires, lettres circulaires et autres instruments de commerce, valeurs et documents négociables ou transférables;

12. Faire enquête et examen, audition et rapport concernant les livres, état financier, perspectives, entreprises commerciales et condition, valeur, caractère et circonstances de toute personne, firme, corporation, industrie et entreprise commerciales et généralement de tous biens, propriétés ou droits;

13. Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même les surplus et profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

14. Louer, vendre la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et entreprise de la compagnie ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

15. Demander, obtenir, acquérir par cession transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilège qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

16. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

17. Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, soit seuls soit conjointement avec d'autres;

18. Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute autre firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés

11. To make advances upon such investments as aforesaid, to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments as aforesaid, to give any guarantee in relation to any such investments issued by or acquired through or from the company or otherwise; to receive money, documents, and valuables for sale, custody, transmission or deposit, at interest or otherwise, to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell and otherwise deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scripts, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

12. To investigate and examine, audit and report on the books, standing, prospects, business affairs and condition, value, character and circumstances of any person, firm, corporation, business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

13. To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

14. To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

15. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

16. To remunerate any person or company, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

17. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all of any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. And it is ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not

tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat, ou transaction, qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction; pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction, sous le nom de "Normandin & Company, Limited", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en mille (1,000) actions de vingt dollars (\$20.00) chacune.

✓ Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour d'août 1936.

ALEX. DESMEULES,

4675 Sous-secrétaire de la Province.

be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Normandin & Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of August, 1936.

ALEX. DESMEULES,

4676-o Assistant Provincial Secretary.

"Sauvé & St-Amour, Limitée—Sauvé & St. Amour, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'août 1936, constituant en incorporation: Maurice Désy, avocat, Marie-Ange Besner, fille majeure, sténographe, tous deux des cité et district de Montréal, Paul Sauvé, avocat de Saint-Eustache, comté des Deux-Montagnes, dans les buts suivants:

a) Acheter, vendre, produire, manufacturer, préparer, importer et exporter toutes sortes de denrées, produits alimentaires, comestibles, sucre, huiles, sirops, condiments, extraits, sauces, conserves et généralement tous aliments et produits propres à la consommation et tous produits de commerce d'épicerie, de laiterie, d'exploitation de fermes et d'entreprises agricoles, et généralement faire le commerce de tous tels produits et agir comme agent pour l'achat ou la vente d'iceux;

b) Directement, ou en société ou au moyen d'actions possédées dans une ou plusieurs compagnies, acheter ou autrement acquérir, posséder, détenir, construire, équiper, exploiter, développer, améliorer, vendre, échanger ou autrement disposer de fermes, plantations, vergers, laiteries, crémeries, magasins, usines pour la fabrication de récipients, bidons, bocaux, boîtes, emballages, et autres réceptacles, ainsi que la matière première dont ces choses sont faites, manufactures, magasins, entrepôts frigorifiques et autres agences, dépôts, postes de livraison, et toutes machines, outillage et tous biens mobiliers et immobiliers qui peuvent être nécessaires, ou jugés utiles pour aucune des fins et des objets de la compagnie;

c) Établir, maintenir et conduire une agence générale pour la collection des comptes, des billets, des traites ou de tous autres effets de dette, et faire affaires comme agent de collection;

d) Promouvoir, subventionner et assister des compagnies et des syndicats et des sociétés de tous genres;

e) Pouvoir emprunter et prêter de l'argent sur obligation, hypothèque, billet promissoire ou tous effets de commerce;

f) Recevoir comme prêts pour la compagnie sommes d'argent de personnes, sociétés, de compagnies ou de corporations;

g) Acheter, vendre, échanger, louer ou disposer autrement d'immeubles et biens immobiliers, et

"Sauvé & St-Amour, Limitée—Sauvé & St. Amour, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of August, 1936, incorporating: Maurice Désy advocate, Marie-Ange Besner, spinster of age stenographer, both of the City and District of Montreal, Paul Sauvé, advocate, of Saint Eustache, county of Two-Mountains, for the following purposes:

a) To buy, sell, produce, manufacture, prepare, import and export all kinds of foodstuffs, alimentary products, eatables, sugar, oils, syrups, condiments, extracts, sauces, canned goods, and generally all foodstuffs and products suitable for human consumption, and all grocery, dairy, farm or agricultural products, and generally to deal in all such products and to act as agent for the purchase and sale thereof;

b) Directly, or in partnership or by means of shares held in one or more companies, to buy or otherwise acquire, own, hold, construct, equip, operate, develop, improve, sell, exchange or otherwise dispose of farms, plantations, orchards, dairies, creameries, stores, workshops for the fabrication of containers, cans, jars, boxes, packages and other receptacles, as well as the raw materials from which the said things are made, factories, stores, cold-storage, warehouses and other agencies, depots, delivery stations, and any machines, equipment and all movable and immovable properties which may be necessary or deemed useful for any of the purposes and objects of the company;

c) To establish, maintain and conduct a general agency for the collection of accounts, notes, drafts or other evidences of indebtedness, and to carry on business as collection agent;

d) To promote, subsidize and assist companies and syndicates and societies of every kind;

e) To be empowered to borrow and lend money on bonds, hypothecs, promissory notes or any commercial instruments;

f) To receive as loans for the company any sums of money from persons, societies, companies or corporations;

g) To purchase, sell, exchange, lease or otherwise dispose of immoveable and real property

de négocier au sujet de la vente, de l'achat, de l'échange ou de la location d'immeubles ou de biens immobiliers;

h) Exercer toute industrie qui pourrait être exercée convenablement ou qui se rattacherait à l'industrie ou aux objets de la compagnie, ou qui semblerait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie ou à accroître la valeur de ses biens ou de ses droits, ou les rendre profitables;

i) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers, les droits ou privilèges que la compagnie jugera convenable ou à propos pour les fins de son industrie, et les employer, les faire valoir et les vendre, les louer ou en disposer autrement;

j) Acheter, louer ou acquérir autrement, ou se charger et détenir, exercer et jouir de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, de la clientèle, des biens, des privilèges, contrats, droits ou autres biens de tout individu, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou toute industrie semblable, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie, et payer pour ces dits biens en deniers comptants ou en actions acquittées en totalité ou en partie, ou en débetures ou autres valeurs de la présente compagnie ou autrement, et se charger des engagements de ces dites sociétés, compagnies ou individus, et exercer les droits, les pouvoirs et les franchises de toute compagnie dont le capital-actions est détenu par la compagnie au nom de cette compagnie ou en son propre nom;

k) Eriger, construire, mettre en service, entretenir et administrer toutes sortes d'édifices et usines nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie, ou qui pourraient être cédés avec profit au sujet de l'industrie de la compagnie, et les vendre, les louer ou en disposer autrement;

l) Acheter et acquérir et posséder, détenir, vendre et revendre les actions, les débetures, les obligations et autres valeurs de toutes compagnies ou corporations et les payer en totalité ou en partie en deniers comptants, en actions, en obligations, débetures, ou autres valeurs de la compagnie, et se porter garants du paiement du principal ou des dividendes et de l'intérêt sur les actions, les obligations, les débetures, valeurs ou autres obligations; exercer le droit de voter, en vertu des dites valeurs, par l'entremise de ses officiers dûment autorisés ou par l'entremise de fondés de pouvoir dûment nommés, et administrer les biens, les franchises, les entreprises de l'industrie de toute corporation dont les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, pour la compensation qu'il sera jugé raisonnable et convenable;

m) Demander, obtenir, enregistrer, acheter, louer, permettre l'usage au moyen d'un droit régulier ou acquérir autrement, et détenir, utiliser, posséder, mettre en service et introduire, et vendre, céder ou disposer autrement de toutes marques de commerce, marques de fabrique, étiquettes, dessins, concessions, permis, brevets d'invention, perfectionnements, procédés enregistrés ou autrement, et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autres renseignements au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourraient être utilisés pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer, permettre l'usage ou

and to enter into negotiations respecting the sale, purchase, exchange or leasing of immoveable or real property;

h) To carry on any other business which may suitably be carried on, or which may be incidental to the business or purposes of the company, or of such kind as may seem calculated to benefit the company directly or indirectly or to enhance the value of or render profitable any of its property or rights;

i) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and to use, turn to account and sell, lease or otherwise dispose of the same;

j) To purchase, lease or otherwise acquire or undertake, and to hold, exercise and enjoy the whole or any part whatsoever of the business, good-will, property, privileges, contracts, rights or other assets of any individual, firm or company carrying on a business which the company is authorized to carry on, or any similar business, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the said property in cash or in fully or partly paid-up shares or debentures or other securities of the present company or otherwise, and to take over the liabilities of the said firms, companies or individuals, and to exercise the rights, powers and franchises of any company, the capital-stock of which may be held by the company, whether in the name of such company or in its own name;

k) To erect, construct, operate, maintain and manage all kinds of buildings and plants, required or useful for the purposes of the company or which may be profitably ceded in connection with the company's business, and to sell, lease or otherwise dispose of the same;

l) To purchase and acquire, and to own, hold, sell, re-sell, shares, debentures, bonds and other securities of any company or corporation, and to pay for same wholly or partly in cash, shares, bonds, debentures, or other securities of the company, and to guarantee the payment of the principal of, or dividends, and interest, on such shares, bonds, debentures and other securities or other obligations, to exercise voting powers thereon by its duly authorized officers, or by a proxy duly appointed and to manage, the property, franchises, undertakings and business of any corporation whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

m) To apply for, obtain, register, purchase, lease, license on royalty or otherwise acquire and hold, use, own, operate and introduce and sell, assign or otherwise dispose of any trademarks, trade-names, labels, designs, concessions, licenses, patents of invention, improvements, processes under registration or otherwise, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited or unlimited right to use any secret or other information respecting any invention, formula, recipe or process, capable of being used for any of the company's purposes whatsoever, or the acquisition of which may be calculated to benefit the company directly or indirectly, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the said trademarks, trade-names, concessions, licenses, patents

faire valoir autrement ces dites marques de commerce, marques de fabrique, concessions, permis, brevets d'invention, perfectionnements ou tous autres biens ou droits semblables;

n) Conclure des conventions avec les gouvernements ou les autres autorités suprêmes, provinciales, municipales, locales ou autres, ainsi qu'avec toute corporation ou autre corps public ou l'un quelconque des dits objets, et demander, obtenir, promouvoir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout statut, ordonnance, ordre, contrat, règlement, décret, permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit et privilège qu'un gouvernement ou toute autre autorité, corporation ou autre corps public auraient le pouvoir de décréter, de faire ou d'accorder, et les payer et aider à les mettre en vigueur, et affecter les actions de la compagnie, ses obligations et ses actifs pour en défrayer les frais et dépens nécessaires;

o) Vendre, louer, ou disposer autrement des biens, des droits, des franchises et des entreprises de la compagnie ou d'une partie quelconque des dits biens pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures, les obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

p) Lever et contribuer à lever des fonds, et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute compagnie ou corporation dans le capital de laquelle la compagnie détient des actions, ou toute personne, maison, compagnie ou corporation avec lesquelles la présente compagnie aurait des relations d'affaires, et agir en qualité d'agents, d'employés ou d'administrateurs de ces dites personnes, maisons, compagnies ou corporations, et se porter garants de l'exécution des contrats pour ces dites personnes, maisons, compagnies ou corporations;

q) Rémunérer, soit en deniers comptants ou en actions acquittées du capital ou en obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, toute compagnie, maison, association, syndicat ou individu pour dépenses encourues ou pour services rendus ou à rendre à la compagnie, en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou les obligations, les débetures, les actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de sa formation, de son organisation ou de son avancement de l'acquisition de ses biens ou de son actif ou de la conduite de ses affaires;

r) Se consolider ou fusionner avec toute autre compagnie ou corporation dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

s) Promouvoir ou aider à promouvoir et devenir actionnaire de toute autre compagnie ou compagnie subsidiaire ou alliée ayant pour objet l'exercice de toute industrie semblable ou en partie semblable à celle de la présente compagnie, ou l'acquisition de toute et chacune des propriétés, de l'actif et du passif de la présente compagnie ou pour toute autre fin de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et se porter garants du paiement du principal et des dividendes, et de l'intérêt sur les actions, les obligations, les débetures et autres valeurs, et l'exécution des contrats pour toute compagnie semblable;

t) S'associer ou conclure des conventions au

of invention, improvements or any other similar property or rights;

n) To enter into agreements with any government or other supreme, provincial, municipal, local or other authority, and also with any corporation or other public body for any one whatever of the said purposes, and to apply for, secure, promote, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, execute and enjoy any statute, ordinance, order, contract, regulation, decree, license, power, authorization, franchise, concession, right and privilege which any government or any other authority, corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and the pay therefor, aid towards carrying the same into effect, and to affect the shares, bonds and assets of the company to defray the necessary and costs expenses thereof;

p) To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises, undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

p) To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, in the capital stock of which the company may hold shares, or any person, firm, company or corporation, with whom the present company may have business relations, and to act as agents, employees or managers for the said persons, firms, companies or corporations and to guarantee the performance of contracts for the said persons, firms, companies or corporations;

q) To remunerate, either in cash or in paid-up shares of the capital-stock, or in bonds, debentures, debenture-stock or other securities of the company, any company, firm, association, syndicate or individual for expenses incurred or for services rendered or to be rendered to the company, in placing or in aiding to place, or in guaranteeing the placing of shares of the company's capital stock, or the bonds, debentures, debenture-stock or other securities of the company, or in and about its promotion, organization or advancement, the acquisition of its property or of its assets and the conduct of its business;

r) To consolidate or amalgamate with an other company or corporation whose objects are altogether or partly similar to those of the present company;

s) To promote or aid in the promotion of, and become shareholder in, any other company or any auxiliary or allied company, having for its purpose, the carrying on of any business altogether or partly similar to that of the present company, or the acquisition of all or any of the properties, assets and liabilities of the present company or for any other purpose calculated to benefit the present company directly or indirectly, and to become responsible for the payment of the capital and dividends and the interest on the shares, bonds, debentures and other securities and the performance of contracts for any similar company;

t) To enter into partnership or into any arran-

sujet du partage des profits ou des dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou engagée ou s'il se peut d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement des dites personnes, sociétés, associations ou compagnies; et vendre ou acquérir autrement les actions et valeurs de toute société, association ou compagnie semblable, et payer pour ces dites choses en deniers comptants, en actions priorité, en obligations, débetures ou autres valeurs de la présente compagnie, et détenir, vendre, revendre avec ou sans garantie du principal, de l'intérêt et des dividendes ou en disposer autrement;

u) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter, et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

v) Placer et disposer des deniers disponibles de la compagnie de manières qu'il sera décidé de temps à autre;

w) Garantir les engagements de toutes personnes, sociétés ou compagnies exerçant ou autorisées à exercer aucune des industries que cette compagnie est autorisée à exercer, ou toute industrie semblable à celle de la compagnie, et garantir les engagements ou l'exécution des obligations de toute personne, société ou compagnie avec lesquelles cette compagnie peut négocier ou faire affaires;

x) Etablir et subventionner toute institution, association, club et commodité pour le bénéfice des employés de la compagnie ainsi que pour le bénéfice de tout locataire ou autre personne dans le bien-être duquel la compagnie est intéressée et pourvoir pour leur bien-être religieux, sanitaire, physique et éducationnel, et accorder des fonds pour ces fins ou l'une quelconque des dites fins; établir et entretenir ou aider au rétablissement et à l'entretien d'associations, d'institutions, fidéjussés, et commodités de nature à profiter aux employés et aux ex-employés de la compagnie, ou les dépendants ou personnes alliées à ces dits employés, et accorder des bonis et des récompenses spéciales en reconnaissance de travaux spécialement profitables et zélés, des pensions et allocations, et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour des objets charitables ou de bienfaisance ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

y) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner les personnes en conformité des lois de ces dits pays étrangers pour représenter la compagnie et accepter la signification de pièces pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

z) Faire toute ou chacune des choses susdites en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et par l'entremise de fondés de pouvoir, d'agents ou autrement, et soit seul ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Sauvé & St-Amour, Limitée—Sauvé & St. Amour, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille (1,000) actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq mille dollars (\$5,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées

gement for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to sell or otherwise acquire shares and securities of any similar partnership, association or company, and to pay therefor in cash, preferred shares, bonds debentures or other securities of the present company, and to hold, sell, re-sell, with or without guarantee as to capital, interest and dividends or otherwise deal with the same;

u) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

v) To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

w) To guarantee the liabilities of any person, partnership or corporation carrying on, or authorized to carry on, any business which this company is authorized to carry on, or any business similar to that of the company, and to guarantee the liabilities and the carrying out of obligations by any person partnership or company with whom this company may have dealings or may carry on business;

x) To establish and subsidize any institution, association, club or commodity for the benefit of the employees of the company, and also for the benefit of any tenant or any other person in whose welfare the company may be interested, and to provide for their religious, sanitary, physical and educational welfare, and to grant funds for such purposes or any of such purposes; to establish and maintain or aid in the re-establishment and maintenance of associations, institutions, trusts and commodities calculated to benefit the employees or former employees of the company, or the dependents or connections of the said employees, and to grant bonuses and special rewards as gratification for any specially profitable or zealous works, pensions and allowances, and make payments towards insurance and subscribe or guarantee funds for any charitable or benevolent purpose or for any exhibition or for any public, general or useful purpose;

y) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company or any process or suit;

z) To do all or any of the foregoing things as principals, agents, contractors or otherwise, and through attorneys, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Sauvé & St-Amour, Limitée—Sauvé & St. Amour, Limited".

The capital stock of the company shall be divided into one thousand (1,000) shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is five thousand dollars (\$5,000.00).

Shares other than the preferred shares shall be

seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Eustache, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'août 1936.

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

4679-o

issued and allotted at a price to be fixed upon by the Directors.

The head office of the company will be at Saint-Eustache, in the District of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of August, 1936.

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary

4680

"Improvement Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour d'août 1936, constituant en corporation: Maurice Frenette, comptable, Charlotte Boulanger, Paule Lamontagne, toutes deux sténographes et filles nécessaires, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire et exécuter toute ce que l'on peut comprendre légalement sous le terme "d'entrepreneur ou contracteur général". Conclure et exécuter ou faire exécuter par d'autres des contrats pour démolissements, constructions, reconstructions et améliorations de toutes sortes et de tous genres, y compris quais, chemins, ponts, Eglises, bâtisses et toutes autres constructions de toutes dimensions et de toutes espèces, et en tous lieux, et tel que peut le permettre l'Autorité législative de la Province de Québec, et faire tout ce qui sera légalement permis et nécessaire à la dite compagnie eu égard au but pour lequel elle est fondée et créée;

Obtenir, avoir et posséder tous les pouvoirs généraux qui peuvent être accordés par la loi des compagnies de Québec, jouir ou subir les amendements qui ont été faits depuis ce temps à la dite loi ou qui se feront à l'avenir;

Acquérir toutes les entreprises faites par des sociétés poursuivant le même but que la présente corporation, ainsi que la totalité de l'Actif et du passif de ces sociétés, y compris la totalité des propriétés foncières, du stock, la totalité des biens mobiliers, des crédits et de tous autres biens, de ces dites sociétés, ainsi que tous leurs droits et dans ce but, conclure tous les arrangements à ce sujet aux conditions et stipulations que l'on croira les plus avantageuses pour la dite corporation "Improvement Company, Limited";

Acheter, bâtir, construire ou autrement acquérir tout bien mobilier ou immobilier, pouvant être utile à la dite compagnie, les vendre, les échanger, louer ou autrement disposer;

Acheter ou autrement acquérir, bâtir, exploiter, revendre des quais et entrepôts pouvant être utiles à la dite compagnie, et agir ainsi comme agent d'expédition;

Exercer toute industrie, manufacturière ou autre qui peut être exercée directement ou indirectement en rapport avec les objets ou le but de la Compagnie ou qui peut lui être avantageuse et profitable et aussi manufacturer, acheter, louer ou autrement acquérir des machines ainsi que tous appareils nécessaires et utiles à la compagnie et les vendre, louer ou autrement disposer;

Solliciter, enregistrer, acquérir, détenir, vendre, louer ou autrement faire valoir des brevets d'invention, des marques de commerce ou autres choses semblables, nécessaires ou avantageuses à la Compagnie;

Emprunter, au moyen d'obligations, bons, billets, débetures, ou par tout autre moyen jugé convenable et légal;

Placer les deniers disponibles de la Compagnie

"Improvement Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty ninth day of August, 1936, incorporating: Maurice Frenette, accountant, Charlotte Boulanger, Paule Lamontagne, both stenographers, and spinsters of age, all of Québec, for the following purposes:

To carry on and perform everything which may lawfully be included in the term "general builder or contractor". To enter into, and carry out, or cause to be carried out by others, contracts for demolishing, construction, reconstruction and improvement of all sorts and all kinds, including wharves, roads, bridges, churches, buildings and other constructions, of all sizes and of all kinds and in any places, and such as may be allowed by the Legislature Authority of the Province of Québec, and to do anything which may be lawfully allowed and required for the said company respecting the purpose for which it is founded and created;

To obtain, have and possess all the general powers which may be granted by the Quebec Companies' Act, to enjoy or submit to any amendments to the said Act, made since that time or which may be made in future;

To acquire any undertakings made by firms having the same purpose as that of the present corporation, and also the whole of the assets and liabilities of the said firms, including all the real estate, the stock, all the moveable property, the credits and any other property of the said firms, and also all their rights, and for such purpose, to enter into any agreement respecting the same on such conditions and for such stipulations as may be deemed most advantageous for the said corporation "Improvement Company, Limited";

To purchase, build, construct or otherwise acquire, any moveable or immovable property capable of being useful to the said company, to sell; exchange, lease or otherwise dispose of the same,

To purchase or otherwise acquire, build, operate, re-sell wharves and warehouses capable of being useful to the said company, and also to act as shipping agent;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, capable of being directly or indirectly carried on in connection with the objects or purposes of the company, or which may be advantageous or profitable thereto, and also to manufacture, purchase, lease or otherwise acquire any machinery and also any necessary or useful apparatus, and to sell, lease or otherwise dispose of the same;

To apply for, register, acquire, hold, sell, lease or otherwise turn to account any patents of invention, trade-marks, and other similar things, which may be necessary or advantageous to the company;

To borrow by means of obligations, bonds, notes, debentures or by any other means which may be deemed suitable and legal;

To invest the moneys of the company, not

de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Distribuer aux actionnaires de la Compagnie par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, en nature quelque propriété de la Compagnie et spécialement toutes actions, débetures ou obligations de toute autre corporation ou compagnie lui appartenant ou dont la compagnie peut disposer;

Acquérir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation, ou dont le but est en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie;

Exercer tout commerce ou industrie qui semblera propre à être convenablement exercée en rapport avec les objets susmentionnés ou susceptibles directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens ou entreprises de la compagnie;

Acquérir par transferts, achats, ou autrement toute licence, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, corporation ou autres corps publics peuvent accorder;

Vendre ou autrement disposer les biens de la compagnie ou de toute autre partie d'iceux pour le prix que la compagnie estimera convenable et spécialement pour des actions, débetures ou obligations de toute compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Émettre des actions libérées, obligations, débetures ou autres titres de la compagnie en paiement de tous biens ou droits que la compagnie pourra acquérir ou de tout travail fait pour la compagnie ou de services rendus ou en paiement de toutes dettes ou obligations de la dite compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Les pouvoirs spécifiques mentionnés à chaque paragraphe ci-dessus ne sont nullement limités ou restreints par allusion ou en raison des termes de tout autre paragraphe;

Toutes dispositions contenues dans les présentes et qui peuvent être décrétées par règlement de la compagnie ou par règlement des directeurs approuvé par le vote des actionnaires pourront être abrogées ou modifiées par règlement;

Généralement faire toute chose ou exercer tout pouvoir que la compagnie peut ou pourra légalement faire ou exercer en vertu et conformément aux lois de la Province de Québec ou de toutes autres lois qui s'appliquent actuellement ou s'appliqueront à la compagnie;

Les objets et pouvoirs des clauses qui précèdent seront interprétés comme complétant et non pas comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la Province de Québec;

Et il est expressément pourvu, dans les présentes que l'énumération précitée des pouvoirs spécifiques ne limitera ou restreindra en aucune manière les pouvoirs de cette compagnie et cette compagnie peut faire toutes les choses nécessaires, utiles ou appropriées à l'accomplissement de toutes fins ou objets ci-dessus énumérés, soit comme principal agent ou autrement par l'intermédiaire de fidéicommissaires d'autres firmes, corpora-

immediately required, in such manner as may, from time to time, be determined;

To draw, subscribe, accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants or other negotiable or transferable instruments;

To distribute among the shareholders of the company, by way of dividend legally declared out of the net profits of the company, or in the manner prescribed by article 81 of the Quebec Companies' Act, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or other securities in other corporation or companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To acquire shares in any other company having purposes in whole or in part similar to those of the company or the purpose of which is in whole or in part similar to that of the company;

To carry on any business or industry which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with its aforesaid purposes, or directly or indirectly calculated to enhance the value of the property, or undertakings of the company;

To acquire by transfer, purchase or otherwise any license, rights or privileges which may be granted by any government, corporation or other public bodies;

To sell or dispose of the property of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company present;

To issue paid-up, shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment for any property or rights which the company may acquire or for any work done for the company or for services rendered or in payment for any debts or liabilities of the said company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, dispose of or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

The specific powers mentioned in each of the above paragraphs shall in nowise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

Any provisions contained herein and which may be enacted by by-law of the company or by by-law of the directors approved by the vote of the shareholders, may be repealed or modified by by-law;

Generally to do everything or exercise any power which the company shall or may legally do or exercise in virtue and in conformity with the laws of the Province of Quebec, or any other laws which apply actually or may apply to the company;

The objects and powers of the foregoing clauses shall be construed as extending and not limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is expressly provided herein that the foregoing enumeration of the specific powers shall in nowise limit or restrict the powers of the present company which may do all things necessary, useful or proper for the attainment of any purposes or objects hereabove enumerated, either as principal, agent or otherwise, and by and through trustees, other firms, corporations or individuals, under the name of "Improvement Company,

tions ou individus, sous le nom de "Improvement Company, Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en mille (1,000) actions ordinaires ou communes d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Québec, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour d'août 1936.

ALEX. DESMEULES,
4681-o Sous-secrétaire de la Province.

Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) ordinary or common shares of a par value of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Québec, Province of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of August, 1936.

ALEX. DESMEULES,
4682 Assistant Provincial Secretary,

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec

District de Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DU CANTON BOURGET

Avis public est par les présentes donné par Edouard Gauthier, secrétaire-trésorier de la Municipalité du Canton Bourget, que la Commission Municipale de Québec par un arrêté en date du 27 août, 1936, mil neuf cent trente-six, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46a de la loi de la Commission Municipale de Québec, de faire vendre les immeubles sur lesquels il était dû des taxes générales ou spéciales municipales ou scolaires et qu'en conséquence les lots ou parts de lots ci-après mentionnés seront vendus par encaissement public à la salle publique, endroit ordinaire des séances du Conseil de la Municipalité du Canton Bourget, à DIX heures de l'avant-midi, le TRENTEIEME (30e) jour de SEPTEMBRE, mil neuf cent trente-six, pour taxes générales spéciales dues à la municipalité du canton Bourget, à la municipalité scolaire de Saint-Charles Borromée, à moins qu'elles ne soient payées avec les intérêts et les frais avant la vente.

1. Comme appartenant à Arthur Coulombe, le demi-ouest du lot No 30, rang 2, du Canton Bourget—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire les droits acquis par la Commission Scolaire de Saint-Charles Borromée.

2. Comme appartenant à Joseph-Alphège Gauthier, tout le lot No 37, rang 2, du Canton Bourget—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Comme appartenant à Joseph-Alphège Gauthier, partie du lot No 38 rang 2, du Canton Bourget, cent soixante-seize pieds de profondeur à partir du chemin actuel en se dirigeant sur la terre de Louis Bergeron ou ses représentants, sur trois cents pieds de largeur plus ou moins et borné à l'ouest à la ligne de Henri Gagnon, au sud, au chemin de front, et à l'est au ruisseau qui s'y trouve et au nord, par le terrain dudit Louis Bergeron, ou ses représentants avec ensemble le moulin à scie avec planeur et tous ses accessoires qui peuvent servir au dit moulin à scie.

Tous les lots sus-mentionnés formant partie du cadastre officiel du Canton Bourget.

La vente sera faite sujet à tous les droits acquis de la municipalité du Canton Bourget.

Donné à Saint-Charles Borromée de Chicoutimi, ce trente et un (31) août, mil neuf cent trente-six (1936).

Le délégué spécial,
ED. GAUTHIER,
Sec.-trés.

4615-36-2-o

Sales for municipal taxes

Province of Quebec

District of Chicoutimi

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF BOURGET

Public notice is hereby given by Edouard Gauthier, Secretary Treasurer of the Municipality of the Township of Bourget, that the Quebec Municipal Commission by an Order dated August 27, 1936, (nineteen hundred and thirty six), has ordered the undersigned, in conformity with the provisions of Article 46a of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables whereon are due general or special Municipal or School taxes and that consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned shall be sold by public auction at the public Hall, usual place of the meetings of the Council of the Municipality of the Township of Bourget, at TEN o'clock in the forenoon, on the THIRTIETH (30) of SEPTEMBER, nineteen hundred and thirty six, for general and special taxes due to the Municipality of the Township of Bourget, to the School Municipality of Saint Charles Borromée, unless the same be paid with interest and costs before the sale.

1. As belonging to Arthur Coulombe, the western half of lot No. 30, range 2, of the Township of Bourget—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to be deducted the rights acquired by the School Commission of Saint Charles Borromée.

2. As belonging to Joseph Alphège Gauthier, all of lot No. 37, range 2, of the Township of Bourget—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. As belonging to Joseph Alphège Gauthier, part of lot No. 38 range 2, of the Township of Bourget, one hundred and seventy six feet in depth starting from the present road and running in the direction of the land of Louis Bergeron or his representatives, by three hundred feet in width more or less and bounded on the West by Henri Gagnon's line, on the South, by the front road, and on the East by the stream there situate, and on the North, by the land of the said Louis Bergeron or his representatives—together with the saw-mill with planer and all its accessories which may be used in the said saw-mill.

All the aforesaid lots forming part of the official cadastre of the Township of Bourget.

The said sale shall be made subject to all the acquired rights of the Municipality of the Township of Bourget.

Given at Saint Charles Borromée de Chicoutimi, this thirty first (31) of August, nineteen hundred and thirty six (1936).

ED. GAUTHIER,
Special Delegate,
Sec.-tres.

4616-36-2

Province de Québec

CITÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Joseph Lebel, secrétaire-trésorier de la cité de Rivière-du-Loup, que les immeubles décrits ci-après, situés en la cité de Rivière-du-Loup, seront vendus à l'enchère publique en la salle des délibérations, à l'Hôtel de Ville, à Rivière-du-Loup, MERCREDI, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, en capital et intérêts énumérés dans l'état ci-dessous, et les dépens, à moins que les dites taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente:

VIEL SYLVIO:

Les bâtisses construites sur un emplacement situé à environ trois arpents du chemin appelé rue Taché, emplacement ayant trois cent trente pieds dans la direction de la rue Taché et cent quatre vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins, étant partie du No (19) dix-neuf du cadastre officiel de la ville de Fraserville, avec droit de passage sur le dit lot No 19 pour se rendre au chemin public mais à la condition pour l'acquéreur d'entretenir le dit droit de passage, et à charge pour tout acquéreur d'une rente constituée annuelle de douze dollars (\$12.00) payables à Sieur Jules Viel.

Taxes municipales, int. et frais.	200 70
Taxes scolaires et intérêts.	235 71
	<hr/>
	\$436 41

CHÉNARD DAME DORILDA MARQUIS—(Dlle Yvonne Marquis et les Héritiers de feu Onésiphas Chénard):

Un terrain ou emplacement de cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, tenant en front au sud-est au chemin des Raymond, borné au nord-ouest au bout de la profondeur, au nord-est à Charles Desjardins et au sud-ouest à Arthur Lacombe ou représentants—avec bâtisses dessus construites formant le dit terrain le numéro cinq cent soixante et seize (576) du cadastre de la ville de Fraserville, circonstances et dépendances.

Taxes municipales, int. et frais.	107 35
Taxes scolaires et intérêts.	94 35
	<hr/>
	\$201 70

PELLETIER DAME MARIE MARMEN et les Héritiers de feu Sieur David Pelletier:

Un terrain ou emplacement situé en la cité de Rivière-du-Loup, borné au nord au chemin de Fraserville, à l'est à la rue Levasseur, formant partie du lot numéro deux cent-neuf—sept (209-7)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Taxes municipales, int. et frais.	293 05
Taxes scolaires et intérêts.	293 88
	<hr/>
	\$586 93

Province of Quebec

CITY OF RIVIÈRE DU LOUP

Public notice is hereby given by the undersigned, Joseph Lebel, secretary-treasurer of the city of Rivière du Loup, that the immovables hereinafter described, situated in the city of Rivière du Loup, will be sold by public auction in the meeting room of the City Hall, at Rivière du Loup, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and thirty six, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes, capital and interest, enumerated in the following statement, and costs unless the said taxes, with interest and costs, be paid before the sale:

VIEL SYLVIO:

The buildings erected on an emplacement situate at about three arpents from the road called Taché street, an emplacement measuring three hundred and thirty feet along Taché street and one hundred and eighty feet in depth, the whole more or less, being part of (No. 19) nineteen of the official cadastre of the Town of Fraserville—with right of way over said lot No. 19 to reach the public road but on condition that the purchaser shall maintain the said right of way, and subject to payment by the purchaser of an annual constituted rental of twelve dollars (\$12.00) payable to Sieur Jules Viel.

Municipal taxes, int. and costs.	200 70
School taxes and interest.	235 71
	<hr/>
	\$436 41

CHENARD DAME DORILDA MARQUIS (Miss Yvonne Marquis and the Heirs of the Late Onésiphas Chénard):

A lot of land or emplacement measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, more or less, English measure, bounded in front on the Southeast by the "Des Raymond" road, bounded on the Northwest by the end of the depth, on the Northeast by Charles Desjardins and on the Southwest by Arthur Lacombe or representatives—with the buildings thereon erected, forming the said lot of land number five hundred and seventy six (576) of the cadastre of the Town of Fraserville—circumstances and dependencies.

Municipal taxes, int. and costs.	107 35
School taxes and interest.	94 05
	<hr/>
	\$201 70

PELLETIER DAME MARIE MARMEN and the Heirs of the Late Sieur David Pelletier:

A lot of land or emplacement situate in the city of Rivière-du-Loup, bounded on the North by the Fraserville road, on the East by Levasseur street, forming part of lot number two hundred and nine—seven (209-7)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Municipal taxes, int. and costs.	293 05
School taxes and interest.	293 88
	<hr/>
	\$586 93

LEBEL ALFRED:

Un terrain ou emplacement situé en la cité de Rivière-du-Loup, étant le numéro soixante et un (61) du cadastre de la ville de Fraserville—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Taxes municipales, int. et frais.	18 27
Taxes scolaires et intérêts.	16 76
	\$35 03

LEBEL ALFRED:

A lot of land or emplacement situate in the city of Rivière-du-Loup, being number sixty one (61) of the cadastre of the Town of Fraserville—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Municipal taxes, int. and costs.	18 27
School taxes and interest.	16 76
	\$35 03

DESROSIERS MAXIME (Feu Dame Blanche Gagnon, d'Edmundston, épouse commune en biens).

Un terrain ou emplacement situé en la cité de Rivière-du-Loup, borné au nord à la rue Sainte-Anne, au sud à Narcisse Sirois, à l'est à Elliott Bouchard, à l'ouest à Dame Vve Barthélemy Gagnon, faisant partie du lot numéro deux cent neuf—deux (209-2) du cadastre officiel de la ville de Fraserville—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Taxes municipales, int. et frais.	85 80
Taxes scolaires et intérêts.	97 59
	\$183 39

DESROSIERS MAXIME (Late Dame Blanche Gagnon, of Edmundston, wife common as to property):

À lot of land or emplacement situate in the city of Rivière-du-Loup, bounded on the North by Sainte Anne Street, on the South by Narcisse Sirois on the East by Elliott Bouchard, on the West by Dame Wid. Barthélemy Gagnon, forming part of lot number two hundred and nine—two (209-2) of the official cadastre of the Town of Fraserville—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Municipal taxes, int. and costs.	85 80
School taxes and interest.	97 59
	\$183 39

ANCTIL DEMOISELLE GABRIELLE (Succession J.-N. Anctil).

Un terrain de forme irrégulière, situé dans la cité de Rivière-du-Loup, faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné au cadastre de la ville de Fraserville, sous le numéro trois cent quatre-vingt-six (386), borné au nord et à l'est à la rue Jarvis, à l'ouest à Dame J.-A. Foisy, et Léo Dumont, au sud à Joseph Landry ou représentants, le dit terrain contenant environ cinq mille pieds anglais en superficie, sans garantie de juste contenance et sans garantie de mesures précises.

Taxes municipales, int. et frais.	29 30
Taxes scolaires et intérêts.	23 43
	\$52 73

ANCTIL MISS GABRIELLE (Estate J. N. Anctil).

A lot of land of irregular figure situate in the city of Rivière-du-Loup, forming part of the lot of land now known and designated on the cadastre of the Town of Fraserville, under number three hundred and eighty six (386), bounded on the North and East by Jarvis street, on the West by Dame J. A. Foisy and Léo Dumont, on the South by Joseph Landry or representatives, the said lot of land containing about five thousand feet, English measure, in superficies, without warranty of exact contents and without warranty as to exact measurements.

Municipal taxes, int. and costs.	29 30
School taxes and interest.	23 43
	\$52 73

Donné sous mon seing, à Rivière-du-Loup, le vingt-septième jour d'août mil neuf cent trente-six.

Le secrétaire-trésorier de la cité de
Rivière-du-Loup,
4613—36-2-o J. LEBEL.

Given under my seal, at Rivière-du-Loup, on the twenty seventh day of August, nineteen hundred and thirty six.

J. LEBEL,
Secretary-Treasurer of the city of
Rivière-du-Loup.
4614—36-2

Lettres patentes

Letters patent

"Gold Mining Financial Corporation". (No Personal Responsibility).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de septembre 1936, constituant en corporation: Edgar Champoux, Avocat et Conseil du Roi, le Colonel Tancred Rinfret, Joseph Louis Carrier, Rentiers, tous trois de la Cité de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et des minerais;
2. Faire toutes opérations qui consiste à miner, fouiller, charroyer, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre

"Gold Mining Financial Corporation". (No Personal Responsibility).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September 1936, incorporating: Edgar Champoux, Advocate and King's Council, Colonel Tancred Rinfret, Joseph Louis Carrier, Annuity-holders, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;
2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stone may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined,

manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; de donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, des terrains miniers, droits de mines, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ces propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle des lignes de télégraphe, téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôt et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Mines de Québec, (Chapitre 80) en la manière prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toute espèce d'effets, marchandises, outils, appareils requis par la Compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement des minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même, en vertu de la présente Loi; les payer en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

11. Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité, au delà du montant qu'ils auront payé ou convenu de payer pour leurs actions, sous le nom de "Gold Mining Financial Corporation" (No Personal Responsibility), avec un capital total de cinq millions de dollars (\$5,000,000.00), divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions de un dollar (\$1.00), au pair.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de septembre 1936.

ALEX. DESMEULES,
4695-o Sous-secrétaire de la Province.

dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivance, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80), in the manner prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold or dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of a person or company carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the object for which it was incorporated;

11. The shareholders of the company shall incur no responsibility, in excess of the amount paid or agreed to be paid by them for their shares, under the name of "Gold Mining Financial Corporation" (No Personal Responsibility), with a total capital stock of five million dollars (\$5,000,000.00), divided into five million (5,000,000) shares of one dollar (\$1.00) at par.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of September 1936.

ALEX. DESMEULES,
4696 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"C. E. Racine & Cie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er jour de septembre 1936, à la compagnie "C. E. Ra-

"C. E. Racine & Cie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September 1936, to the company "C. E. Racine & Cie,

cine & Cie, Limitée", ratifiant un règlement, réduisant son capital, comme suit, savoir:

Que le capital de la compagnie soit à l'avenir de \$10,000.00, divisé en 100 actions de \$100.00 chacune, au lieu de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de septembre 1936.

ALEX. DESMEULES,
4697-o Sous-secrétaire de la Province.

"Sheer Silk Hosiery Mills, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier jour de septembre, 1936, à la compagnie "Sheer Silk Hosiery Mills, Limited", confirmant un règlement de la compagnie, comme suit, à savoir:

Que les articles (a) et (b) dans cette partie des lettres patentes originaires concernant les actions privilégiées à être émises par la compagnie soient remplacés par les articles modifiés (a) et (b):

(a) Les dites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié, cumulatif fixe au taux de 6% par année sur le capital versé sur icelles, tel dividende sera payé aux périodes qui seront déterminées par le bureau de direction, par une simple résolution.

(b) Les dites actions privilégiées auront rang, soit en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital, de priorité sur toutes les autres actions de la compagnie, et partageront dans tous les profits jusqu'à concurrence de 9% inclusivement, de la manière déterminée par le bureau de direction, par une simple résolution.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de septembre, 1936.

ALEX. DESMEULES,
4699 Sous-secrétaire de la Province.

Minutes de notaires

Québec, le 10 août 1936.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. J.-Ludovic Blain, notaire, demeurant et pratiquant à Hull, dans le district judiciaire de Hull, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Louis Bertrand, en son vivant notaire à Hull, même district, ainsi que du greffe de feu le notaire N. Tétrault, dont ledit M. Louis Bertrand était dépositaire.

ALEX. DESMEULES,
4365-33-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Québec, le 2 septembre 1936.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par M. Arthur Bélanger, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. J. L.-Nar-

Limitée", ratifying a by-law, reducing its capital stock as follows, namely:

That the capital stock of the company be in the future \$10,000.00, divided into 100 shares of \$100.00 each, instead of \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of September, 1936.

ALEX. DESMEULES,
4698 Assistant Provincial Secretary.

"Sheer Silk Hosiery Mills, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 41, 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of September, 1936, to the Company "Sheer Silk Hosiery Mills, Limited", confirming a by-law of the Company, as follows, to wit:

That sections (a) and (b) in that part of the Original Letters Patent referring to the preferred shares to be issued by the Company be replaced by the revised sections (a) and (b):

(a) The said preferred shares shall carry the right to a fixed cumulative preferential dividend at the rate of 6% per annum on the capital paid up thereon, such dividend to be paid at such periods as may be determined by the Board of Directors, by simple resolution.

(b) The said preferred shares shall rank, both as regards dividends and return of capital, in priority to all other shares of the Company, and will share in all profits up to 9% inclusive, as may be determined by the Board of Directors, by simple resolution.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of September, 1936.

ALEX. DESMEULES,
4700-o Assistant Provincial Secretary.

Notarial Minutes

Quebec, August 10, 1936.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been transmitted to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. J. Ludovic Blain, notary, residing and practising at Hull, in the judicial district of Hull, whereby he asks for the transmission, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late notary Louis Bertrand, in his lifetime notary at Hull, same district, as well as the records of the late notary N. Tétrault, whereof the said Mr. Louis Bertrand was depository.

ALEX. DESMEULES,
4366-33-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, September 2nd., 1936.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Arthur Bélanger, notary, residing and practising at Montreal, in the judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mr. J. L. Narcisse Lacha-

cisse Lachapelle, notaire, de Montréal, district judiciaire de Montréal, qui a cessé de pratiquer comme tel.

ALEX. DESMEULES,
4649-36-5-o Sous-secrétaire de la Province.

pelle, notary, of Montreal, judicial district of Montreal, who has ceased to practise as such.

ALEX. DESMEULES,
4650-36-5 Assistant Provincial Secretary.

Assurance

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse Saint-Etienne de Beaumont", dans le comté de Bellechasse, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 243, S.R.Q., 1925), ce vingt-huitième jour d'août 1936.

Surintendant des Assurances,
B.-ARTHUR DUGAL,
Pour le Trésorier de la Province.
Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 4617-36-2-o

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Richelieu, Cour Supérieure: No 9303. Dame Evelina Girouard, épouse commune en biens de Wilbrod Archambault, passeur de Saint-Marc, district de Richelieu, demanderesse; vs Le dit Wilbrod Archambault, de Saint-Marc, district de Richelieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le deuxième jour du mois de septembre 1936.

Sorel, ce 2 septembre 1936.
Le procureur de la demanderesse,
4687-o P. POTHIER.

Département de l'Instruction publique

No 114-36.

Québec, le 8 septembre 1936.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 29 mai dernier (1936), de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Cyr, dans le comté de Témiscouata, en celui de "La municipalité scolaire de Saint-Jean-de-la-Lande", même comté. 4701-o

Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that "la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Etienne de Beaumont", in the county of Bellechasse, has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish, against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 243, R. S. Q., 1925), this twenty eighth day of August, 1936.

Superintendent of Insurance,
B. ARTHUR DUGAL,
For the Treasurer of the Province.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q. 4618-36-2-o

Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 9303. Dame Evelina Girouard, wife common as to property of Wilbrod Archambault, ferryman of Saint Marc, district of Richelieu, plaintiff; vs The said Wilbrod Archambault, of Saint Marc, district of Richelieu, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the second day of the month of September, 1936.

Sorel, this 2nd September, 1936.
P. POTHIER,
4688 Attorney for the plaintiff.

Department of Education

No. 114-36.

Quebec, September 8, 1936.

His Honour the Lieutenant-Governor-in-council has been pleased, by Order in Council dated May 29 last (1936), to change the name of the school municipality of Saint-Cyr, in the County of Temiscouata, to that of "The school municipality of Saint Jean de la Lande", same county. 4702

Bureaux-chefs

Chief Offices

GOLD MINING CLAIMS LIMITED.

GOLD MINING CLAIMS LIMITED.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Gold Mining Claims Limited", constituée en corporation par Lettres Patentes de la Province de Québec, le 17ème jour de décembre 1935, a établi son bureau à Chambre No 816, 215 rue Saint-Jacques ouest, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce quatrième jour de septembre, mil neuf cent trente-six.

GOLD MINING CLAIMS LIMITED.

Le secrétaire,
PERCY ROSS.

4691

Avis est, par les présentes, donné que Garage Equipment & Service, Ltd, Compagnie constituée en corporation en vertu de lettres patentes émises par S. H. le Lieutenant-Gouverneur de Québec, le 4 août 1936, ayant son siège social en les cité et district de Montréal, y a établi son bureau au No 1435 ouest, de la rue Notre-Dame.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, ce 9 septembre 1936.

Les avocats de ladite Compagnie,
4707-0 RAYMOND, RAYMOND & VADBONCŒUR

Notice is hereby given that Gold Mining Claims Limited, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on the 17th. day of December, 1935, has established its office at room No. 816, 215, Saint James Street West, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this fourth day of September, nineteen hundred and thirty-six.

GOLD MINING CLAIMS LIMITED.

PERCY ROSS,
Secretary.

4692-0

Notice is hereby given that Garage Equipment & Service, Ltd, a Company duly incorporated as per letters patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on August 4th 1936, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office, in said city, at No. 1435 West, Notre Dame Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company, as being its head office.

Montreal, 9th September 1936.

RAYMOND, RAYMOND & VADBONCŒUR,
4708-0 Attorneys for said Company.

ERRATUM

ERRATUM

A la page 4345 de la Gazette officielle de Québec du 26 octobre 1935, re: proclamation du village de McMasterville, au premier attendu, version française, quinzième ligne après le mot inclusivement, lisez: "23-1" au lieu de "32-1".

4685-0

On page 4345 of the Quebec Official Gazette of October 26, 1935, re: proclamation of the village of McMasterville, in the first "Attendu", French version, fifteenth line after the word "inclusivement", read: "23-1" instead of "32-1".

4686

Ventes—Loi de faillite

Sales—Bankruptcy Act

LOI D'ARRANGEMENT ENTRE CULTIVATEURS ET CRÉANCIERS

UNDER THE FARMERS'—CREDITORS ARRANGEMENT ACT

Province de Québec, district de Joliette

Province of Quebec, District of Joliette

Hervé Gouger, cultivateur, l'Épiphanie, cédatant autorisé. Ernest Forest, séquestre officiel.

Hervé Gouger, farmer, l'Épiphanie, Authorized Assignor. Ernest Forest, Official Receiver.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable juge J.-A. Guibault, le 3 août 1936, seront vendues, par encan public, le SIXIEME jour d'OCTOBRE 1936, à DIX heures a.m. à la porte de l'église à l'Épiphanie.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by Honourable Justice J. A. Guibault, on the 3rd of August 1936, there will be sold by public auction on the SIXTH day of OCTOBER 1936, at TEN o'clock A.M., at the church door of l'Épiphanie.

a) Une terre connue et désignée comme une partie des numéros deux cent cinquante-six et quatre cent onze (Ptie de 256 et 411) du cadastre de l'Épiphanie, mesurant trois arpents de largeur sur environ treize arpents et deux perches de profondeur, mesure française et plus ou moins, bornée au nord au chemin de la Côte Saint-Louis, au sud à l'immeuble ci-après décrit, à l'est à Vve Med Forest et à l'ouest à Ph. Thouin—le tout sans bâtisse, avec le droit de se servir de l'aqueduc, conformément aux titres.

a) A farm known and designated as part of numbers two hundred and fifty six and four hundred and eleven (Pt. of 256 and 411) on the cadastre for l'Épiphanie, measuring three arpents in width by about thirteen arpents, two perches in depth, French measure and more or less, bounded on the North by the road of Côte Saint Louis, on the South by the immoveable herein-after described, on the East by Widow Med. Forest, and on the West by Ph. Thouin—the whole without buildings, with right to the use of the waterworks, according to titles.

b) Une terre contenant trois arpents de largeur sur quinze arpents de profondeur, plus ou moins, faisant partie du numéro deux cent cinquante-six (P. 256) du cadastre de l'Épiphanie, borné au sud au chemin du roi, au nord au résidu dudit No 256 susdésigné, à l'est à Jos. Lamoureux et à l'ouest à Ph. Thouin—avec bâtisses sus-érigées.

Cette vente est faite en vertu de la loi de faillite et aura l'effet du décret.

Les dits immeubles seront vendus séparément et à la charge des taxes et hypothèques les grevant séparément.

Pour toutes informations et conditions, s'adresser au séquestre soussigné.

L'Épiphanie le 3 septembre 1936.

Le séquestre officiel,
4611—36-2-o ERNEST FOREST, notaire.

b) A farm measuring three arpents in width by fifteen arpents in depth, more or less, forming part of number two hundred and fifty six (Pt. 256) of the cadastre for L'Épiphanie, bounded on the South by the King's highway, on the North by the residue of said number 256 hereinabove described, on the East by Jos. Lamoureux, on the West by Ph. Thouin—with buildings thereon erected.

The said sale shall be made pursuant to the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's Sale.

The said immovables shall be sold separately and subject to the charge of taxes and hypothecs encumbering the same separately.

For all information and conditions, apply to the undersigned Receiver.

L'Épiphanie, September 3rd, 1936.

ERNEST FOREST, Notary,
4612—36-2 Official Receiver.

Avis divers

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance No 24

S'appliquant aux filles et aux femmes, ou aux hommes quand ceux-ci remplacent celles-là, dans les industries électrique, métallurgique et verrière.

1. *Minima*:—Aucun salaire ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

ZONE 1.—Cité et Ile de Montréal, et un rayon de dix milles autour de l'île de Montréal.

15% des employées à au moins 15 sous de l'heure.

20% des employées à au moins 20 sous de l'heure.

65% des employées à au moins 25 sous de l'heure.

ZONE 2.—Province de Québec, à l'exception de la cité et de l'île de Montréal et d'un rayon de dix milles autour de l'île de Montréal.

15% des employées, à au moins 13 sous de l'heure.

20% des employées à au moins 18 sous de l'heure.

65% des employées à au moins 23 sous de l'heure.

(a) Le salaire de l'employée lui sera payé en monnaie ayant cours légal dans cette province et aucune retenue n'en pourra être faite pour quelque cause que ce soit. Ce salaire lui sera remis dans une enveloppe scellée portant son nom, son numéro matricule, la date de la semaine ou de la quinzaine de travail effectuée, le nombre d'heures accomplies, le taux du salaire à l'heure et la somme contenue dans ladite enveloppe. Celle-ci devra être initialement par la personne ayant fait la paie.

(b) Toutes les employées sont assujetties à la présente Ordonnance, quelle que soit leur occupation. Il est interdit d'alterner périodiquement du système à la pièce au système horaire pour un même travail et vice-versa, ces changements pouvant produire une réduction illégale des taux du salaire. Le taux du travail à la pièce devra être uniforme pour toutes les employées faisant la même opération.

(c) Le salaire de chaque employée sera compté

Miscellaneous Notices

MINIMUM WAGE BOARD

Order No. 24

Governing female employees and males when replacing females in any class of employment in the Electrical, Glass and Metal Trades.

1. *Minimum*:—No wage shall be less than set forth in the following table:

ZONE 1.—City and Island of Montreal, and a radius of 10 miles around and beyond the Island.

15 percent of the employees at not less than 15 cents per hour.

20 per cent of the employees at not less than 20 cents per hour.

65 per cent of the employees at not less than 25 cents per hour.

ZONE 2.—Province of Quebec, with the exception of the city and Island of Montreal and a radius of 10 miles around and beyond the Island.

15 per cent of the employees at not less than 13 cents per hour.

20 per cent of the employees, at not less than 18 cents per hour.

65 per cent of the employees at not less than 23 cents per hour.

(a) The employee's wages shall be paid to her wholly in cash; no deduction being permitted for any cause or purpose whatsoever. Said wages shall be given to her in a sealed envelope on which shall be written: her name, her register number, the date of the week or of the fortnight she has worked, the number of hours she has performed, the rate per hour, the amount of money enclosed in the envelope; same must be initialed by the person who pays the employée.

(b) All employees are covered by this Order, no matter what occupation they fill or the work they perform. The system of periodical changes from piece rates to hourly rates, or vice-versa, for same operation, is prohibited as such changes permit an illegal reduction of wages; the piece rates shall be uniform for all employees performing same operation.

(c) To establish percentages, the wages of each

sur quatre (4) semaines consécutives pour l'établissement du pourcentage.

(d) L'expérience des employées devra être prise en considération lors de leur classement selon le mode du pourcentage ici adopté.

2. *Heures de travail*:—Le total des heures de travail ne pourra, en aucun cas, dépasser 55 heures par semaine, à moins d'un permis spécial délivré par le département de l'Inspection des Établissements Industriels et Commerciaux. (Chap. 182, S. R. P. Q., 1925).

3. *Déduction pour absences*:—Toute déduction faite pour cause d'absence ne devra pas excéder la valeur du temps ainsi perdu.

4. *Temps d'attente*:—Toute employée tenue d'attendre dans l'établissement où elle est employée devra être rétribuée pour cette période d'attente.

5. *Exemptions*:—La Commission pourra modifier ou suspendre un ou plusieurs des présents règlements pour faire face à des situations exceptionnelles.

6. *Renvoi des employées*:—Un patron ne pourra user de représailles envers une employée, la renvoyer ou la menacer de renvoi parce qu'elle aurait logé une plainte contre lui à la Commission, parce qu'elle aurait témoigné ou serait sur le point de témoigner dans une enquête ou à propos d'une poursuite permise ou prescrite par la loi du salaire minimum. Toute plainte reçue par la Commission demeure chose confidentielle entre la Commission et la plaignante.

7. *Références*:—Aucun patron ne pourra refuser de donner une lettre de recommandation à une employée quittant son emploi si celle-ci en fait la demande.

8. *Uniformes*:—Si des uniformes spéciaux sont obligatoires, ils devront être fournis et blanchis exclusivement aux frais du patron.

9. *Infractions*:—Toute infraction à cette Ordonnance est passible des peines édictées par la loi. (Voir article 12.)

10. *Affichage*:—Copie de la présent Ordonnance devra être affichée dans un endroit de l'établissement où elle puisse être lue par le personnel.

11. Cette Ordonnance viendra en vigueur et sera applicable le 14 novembre 1936.

GUS. FRANCO, Président,
OMER BRUNET,
C.-J. GRIFFIN,
EUG. RICHARD.

Montréal, le 2 septembre 1936.

4683-o

QUEBEC PROSPECTORS, LIMITED.

Prenez avis qu'en vertu de l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, un règlement a été passé le 6ème jour de novembre, A. D. 1933, par les directeurs de la compagnie "Quebec Prospectors, Limited", pour effectuer la distribution des biens de la compagnie entre les actionnaires.

Et prenez avis que des distributions ont été faites de temps à autre et que les directeurs feront une distribution finale de 61 sous par action, quinze jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Daté ce 1er jour de septembre 1936.

Le président,
E.-W. WRIGHT.
Le secrétaire,
W.-E. DOUGLAS.

4689

Avis est par le présent donné que "The Glidden Company, Limited", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration, M. E. M. Hersey, de l'acité de West-

employee shall be computed on four (4) consecutive weeks.

(d) The time of experience of an employee shall be taken into consideration in her classification.

2. *Hours of work*:—The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Industrial and Commercial Establishments Inspection Department. (Chap. 182, R. S. P. Q., 1925).

3. *Deduction for absence*:—No deduction below the minimum wage line for absence shall exceed the value of the time lost.

4. *Waiting time*:—Any employee required to wait on the premises shall be paid for the time thus spent.

5. *Exemption*:—The Board may grant permits of variation or suspension of any of the time thus spent.

6. *Discharge of employees*:—No employer shall discharge or threaten to discharge or in any way discriminate against any employee, because such employee has lodged a complaint with the Board or has testified or is about to testify in any investigation or proceedings permitted or prescribed by or taken under the provisions of this Act. All complaints are strictly confidential.

7. *Reference*:—No employer shall refuse to give employees a letter of reference when they leave their employ, if request is made for same.

8. *Uniforms*:—If a special uniform is required it shall be furnished and laundered by the employer without cost to the employee.

9. *Penalties*:—Any violation of this Order is punishable by fine or imprisonment. (See Section 12 of the Act).

10. *Posting*:—Each establishment shall keep a copy of this Order posted in a conspicuous place where the employees have access.

11. This Order shall come into force and be effective on November 14th., 1936.

GUS. FRANCO, Chairman,
OMER BRUNET,
C. J. GRIFFIN,
EUG. RICHARD.

Montreal, September 2nd., 1936.

4684-o

QUEBEC PROSPECTORS, LIMITED.

Take notice that pursuant to Section 81 of the Quebec Companies Act a by-law was passed on the 6th. day of November, A. D., 1933 by the Directors of Quebec Prospectors, Limited, for distributing the assets of the Company among the shareholders.

And take notice that distributions have been made from time to time and the Directors will make a final distribution of 61 cents per share fifteen days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated this 1st. day of September, 1936.

E. W. WRIGHT,
President.
W. E. DOUGLAS,
Secretary.

4690-o

Notice is hereby given that "The Glidden Company, Limited", authorized to carry on business in this Province, has appointed by new power of attorney, Mr. E. M. Hersey, of the city

mount (Montréal), son agent principal, avec son bureau chef d'affaires à 431 rue Saint-Dizier, Montréal, Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de septembre 1936.

ALEX. DESMEULES,
4719—o Sous-secrétaire de la Province.

Avis public est par les présentes donné conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes, que la Brown Corporation, de la cité de Québec, comté de Québec, a l'intention d'exécuter les travaux suivants:

(a) Agrandissement et amélioration de son barrage à encoffrement à la décharge du Lac à la Carpe Rouge, dans le canton de Routhier, comté de Laviolette.

(b) Amélioration du chenal de la rivière Saint-Maurice par la construction d'un encoffrement rempli de cailloux aux rapides Petit-Rocher situés environ 36 milles en amont de Sanmaur dans le canton de Bourassa, comté de Laviolette.

(c) Amélioration du chenal de la Rivière Saint-Maurice en y construisant un remblai et en minant le roc aux rapides Chaudière situés environ 30 milles en amont de Sanmaur, dans le canton de Bourassa, comté de Laviolette.

Avis est aussi donné qu'une demande à cet effet, accompagné d'un plan et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au Ministère des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de La Tuque, à La Tuque, P.Q.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

BROWN CORPORATION,
4721—37-4 Par J.-V. PERRIN

of Westmount (Montreal), its principal agent, with its head office at 431 Saint Dizier street, Montreal, Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of September, 1936.

ALEX. DESMEULES,
4720 Assistant Provincial Secretary.

Public Notice is hereby given in accordance with section 35 of the Water-Course Act, that Brown Corporation of the City of Quebec in the County of Quebec intends to execute the following work:

(a) Enlargement and improvement of its timber crib dam at the outlet of Lac à la Carpe Rouge, in the township of Routhier, County of Laviolette.

(b) Improvement of the channel of the Saint Maurice River by building a rock-filled crib at Petit Rocher Rapids located about 36 miles above Sanmaur in the township of Bourassa, County of Laviolette.

(c) Improvement of the channel of the Saint Maurice River by building a rock fill and blasting rock at Chaudière Rapids located about 30 miles above Sanmaur in the township of Bourassa, County of Laviolette.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the registration division of La Tuque at La Tuque, P.Q.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

BROWN CORPORATION,
4722—37-4-o By J. V. PERRIN.

VENTES PAR LE SHÉRIF

HULL

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Hull.

No 5572. } LA BANQUE PROVINCIALE
 } DU CANADA, corps politique
et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, et ayant aussi une place d'affaires à Aylmer, district de Hull, demanderesse; vs DAME IRMA DEBRUYNE, épouse contractuellement séparée de biens de Léo Bouchard, commis, et ledit LEO BOUCHARD, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous deux de la ville d'Aylmer, défendeurs, et HENRI DESROSIERS, notaire public, de la cité de Hull, district de Hull, en sa qualité de Syndic à la faillite de Dame Irma Debruyne, mis-en-cause.

Un emplacement situé sur la rue Principale à Aylmer, connu et désigné comme étant les lots numéros sept cent vingt-sept, sept cent vingt-huit, seize cent soixante-trois, seize cent soixante-

SHERIFF'S SALES

HULL

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Hull.

No. 5572. } LA BANQUE PROVINCIALE
 } DU CANADA, a body politic
and corporate having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, and also a place of business at Aylmer, district of Hull, plaintiff; vs DAME IRMA DEBRUYNE, wife separate as to property by marriage contract of Léo Bouchard, clerk, and the said LEO BOUCHARD, to authorize his wife for the purposes hereof, both of the town of Aylmer, defendants; and HENRI DESROSIERS, Notary public, of the city of Hull, district of Hull, in his quality of Trustee to the estate of Dame Irma Debruyne, mis-en-cause.

An emplacement situate on Main Street at Aylmer, known and designated as being lots numbers seven hundred and twenty seven, seven hundred and twenty eight, sixteen hundred and

quatre, seize cent soixante-cinq, dix-sept cent six, dix-sept cent sept et dix-sept cent huit, (727-728-1663-1664-1665-1706-1707-1708), aux plan et livre de renvoi pour la ville d'Aylmer, anciennement du comté de Hull, mais actuellement du comté de Gatineau—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul d'Aylmer, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.
Ce 11 août, 1936. 4455-34-2-o
[Première publication, 22 août, 1936]

sixty three, sixteen hundred and sixty four, sixteen hundred and sixty five, seventeen hundred and six, seventeen hundred and seven and seventeen hundred and eight (727-728-1663-1664-1665-1706-1707-1708) of the official plan and book of reference of the town of Aylmer, formerly of the county of Hull, but actually of the county of Gatineau—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Paul d'Aylmer, on the TWENTY FIFTH day of SEPTEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon. (Standard Time).

I. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
This 11th of August, 1936. 4456-34-2
[First publication, August 22nd., 1936]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { THE COMMERCIAL
C-152462. } LOAN CO., LIMITED, demanderesse; vs J. PATRICK MONT-PETIT ET AL ES-QUAL., défendeurs; et JACQUES TRAHAN, curateur au délaissement.

Un immeuble portant les numéros civiques 2282 et 2284 de la rue Albert, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent soixante-trois (463) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,420.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Fortier, daté le 14 août 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 18 août 1936. 4459-34-2-o
[Première publication, 22 août 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { THE PRUDENTIAL
155549. } INSURANCE COMPANY OF AMERICA; vs HARRIS LYON HOLSTEIN.

A.—Un emplacement ayant front sur la Sixième avenue, en la cité de Verdun, mesurant quarante pieds en largeur par quatre-vingt-quinze pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison dont les deux murs de pignon sont mitoyens, et autres édifices sus-érigés, et avec le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle desservant le dit emplacement, lequel dit emplacement est composé:

1. De la partie ouest de la subdivision numéro deux cent soixante et onze du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante et onze (4671-Ptie O. 271) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant douze pieds et six pouces en largeur par quatre-vingt-quinze pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Sixième avenue, en arrière, par une ruelle, à l'est, par le résidu du dit lot No 4671-271, et à l'ouest par le lot No 4671-272 ci-après décrit;

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE COMMERCIAL
C-152462. } LOAN CO., LIMITED, plaintiff; vs J. PATRICK MONT-PETIT ET AL ES-QUAL., defendants; and JACQUES TRAHAN, curator to the abandonment.

An immovable bearing civic numbers 2282 and 2284 Albert Street in the city of Montreal, known and designated as being lot number four hundred and sixty three (463) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,420.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Fortier, dated August 14th., 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 18th., 1936. 4460-34-2
[First publication, August 22nd., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE PRUDENTIAL
155549. } INSURANCE COMPANY OF AMERICA; vs HARRIS LYON HOLSTEIN.

A.—An emplacement fronting on Sixth Avenue, in the City of Verdun, measuring forty feet in width by ninety five feet in depth, English measure and more or less—with a house whereof both gable walls are *mitoyens*, and other buildings thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

1. Of the West part of subdivision number two hundred and seventy-one of the original lot number four thousand six hundred and seventy-one (4671-W. Pt. 271) on the official plan and in the book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring twelve feet and six inches in width by ninety-five feet in depth, and bounded in front by said Sixth Avenue, in rear, by a lane, to the East, by the remainder of said lot No. 4671-271, and to the West by the hereinafter described lot No. 4671-272;

2. De la subdivision numéro deux cent soixante-douze du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante et onze (4671-272) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par quatre-vingt-quinze pieds en profondeur;

3. De la partie est de la subdivision numéro deux cent soixante-treize du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante et onze (4671-Ptie E. 273) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant deux pieds et six pouces en largeur par quatre-vingt-quinze pieds en profondeur, et bornée, en front, par la dite Sixième avenue, en arrière par une ruelle, à l'est par le lot No 4671-272 ci-dessus décrit et à l'ouest par le résidu du dit lot No 4671-273;

B.—Un emplacement ayant front sur l'avenue Richard, en la cité de Verdun, connu comme étant la subdivision numéro trois cent vingt-sept du lot originaire numéro quatre mille six cent quatre-vingt (4680-327) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant quarante pieds en largeur par cent pieds et sept pouces en profondeur, dans la ligne de côté nord-ouest, et cent deux pieds et trois pouces en profondeur, dans la ligne de côté sud-est, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison dont les deux murs de pignon sont mitoyens, et autres édifices sus érigés, et avec droit de passage en commun avec tous les autres dans la ruelle desservant le dit emplacement;

C.—Un emplacement ayant front sur l'avenue Moffat, en la cité de Verdun, mesurant trente-neuf pieds et trois pouces en largeur par soixante-quinze pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison dont les murs de pignon sont mitoyens, et avec droit de passage en commun avec tous les autres dans la ruelle desservant le dit emplacement, lequel dit emplacement est composé:

1. De la partie sud-est de la subdivision numéro sept cent soixante et neuf du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix-neuf (4679-Ptie S.-E. 769) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant quatorze pieds et trois pouces en largeur par soixante-quinze pieds en profondeur, et bornée en front par la dite avenue Moffat, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le résidu du dit lot No 4679-769, et au sud-est par le lot No 4679-770 ci-après décrit;

2. De la subdivision numéro sept cent soixante-dix du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix-neuf (4679-770) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par soixante-quinze pieds en profondeur;

D.—Un emplacement ayant front sur l'avenue Riverview, en la cité de Verdun, connu comme étant la subdivision numéro soixante-dix-huit du lot originaire numéro quatre mille six cent quatre-vingt-un (4681-78) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant trente pieds en largeur par quatre-vingt-trois pieds et quatre-vingt-onze centièmes en profondeur dans la ligne de côté nord-ouest et quatre-vingt-quatre pieds et quatre dixièmes dans la ligne de côté sud-est, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison dont les deux murs de pignon sont mitoyens, et avec droit de passage en commun avec tous les autres dans la ruelle desservant le dit emplacement.

2. Of subdivision number two hundred and seventy-two of the original lot number four thousand six hundred and seventy-one (4671-272) on the aforesaid official plan and book of reference measuring twenty five feet in width by ninety-five feet in depth;

3. Of the East part of subdivision number two hundred and seventy-three of the original lot number four thousand six hundred and seventy-one (4671-E. Pt. 273) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring two feet and six inches in width by ninety-five feet in depth, and bounded in front by said Sixth Avenue, in rear by a lane, to the East by the hereinabove described lot No. 4671-272 and to the West by the remainder of said lot No. 4671-273;

B.—An emplacement fronting on Richard Avenue, in the City of Verdun, known as subdivision number three hundred and twenty-seven of the original lot number four thousand six hundred and eighty (4680-327) on the official plan and in the book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring forty feet in width by one hundred feet and seven inches in depth, in the Northwest side line, and one hundred and two feet and three inches in depth, in the Southeast side line, English measure and more or less—with a house whereof both gable walls are *mitoyens*, and other buildings thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement;

C.—An emplacement fronting on Moffat Avenue, in the City of Verdun, measuring thirty-nine feet and three inches in width by seventy-five feet in depth, English measure and more or less—with a house whereof both gable walls are *mitoyens*, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

1. Of the Southeast part of subdivision number seven hundred and sixty-nine of the original lot number four thousand six hundred and seventy-nine (4679-S. E. Pt. 769) on the official plan and in the book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring fourteen feet and three inches in width by seventy-five feet in depth, and bounded in front by said Moffat Avenue, in rear by a lane, to the Northwest by the remainder of said lot No. 4679-769, and to the Southeast by the hereinafter described lot No. 4679-770;

2. Of subdivision number seven hundred and seventy of the original lot number four thousand six hundred and seventy-nine (4679-770) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty five feet in width by seventy-five feet in depth;

D.—An emplacement fronting on Riverview Avenue, in the City of Verdun, known as subdivision number seventy-eight of the original lot number four thousand six hundred and eighty-one (4681-78) on the official plan and in the book of reference of the Municipality of the parish of Montreal, measuring thirty feet in width by eighty-three feet and ninety-one hundredths of a foot in depth in the Northwest side line and eighty-four feet and four tenths of a foot in the Southeast side line, English measure and more or less—with a house whereof both gable walls are *mitoyens*, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Suivant jugement de l'Hon. Juge Fortier, en date du 12 août 1936, les dépôts suivants seront exigés de tout offrant ou enchérisseur.

\$1,155.00 quant au pararraphe "A",
\$ 930.00 quant au paragraphe "B",
\$ 845.00 quant au paragraphe "C",
\$ 730.00 quant au paragraphe "D".

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, le 18 août 1936. 4463-34-2
[Première publication, 22 août 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JULIENNE LALONDE,
150513. } veuve de Emile Le-
gault et maintenant remariée et séparée de biens
d'Athanase Plante et ce dernier pour autoriser
son épouse; vs NOÉ SAUVÉ, es-qualité de
tuteur à Thérèse, Adrienne, Bruno et Léo-Flex,
enfants mineurs de feu Ildege Felx et de feu
Ernestine Decœur.

Une terre sise et située en la paroisse Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil, connue et désignée sous le numéro dix-sept (No 17) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse Sainte-Marthe; bornée en front par le chemin du rang Sainte-Julie et contenant trois arpents de front par dix-neuf arpents de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marthe, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, 18 août 1936. 4461-34-2-o
[Première publication, 22 août 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE PRUDENTIAL
153600. } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA; vs VILDAC RHEAU-
ME.

A.—Un emplacement ayant front sur l'Avenue Rhéaume, en la cité de Verdun, mesurant trente-sept pieds et six pouces en largeur par cent pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison dont les murs de pignon sont mitoyens et autres édifices sus-érigés, et avec droit de passage, en commun avec d'autres, dans la ruelle desservant le dit emplacement, lequel dit emplacement est composé:

1. De la partie sud-est de la subdivision numéro vingt-cinq du lot originaire numéro trois mille quatre cent deux (3402-Ptie S. E. 25) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant trois pouces en largeur par cent pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Avenue Rhéaume, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le résidu dudit lot No 3402-25 et au sud-est par le lot No 3402-26 ci-après décrit;

2. De la subdivision numéro vingt-six du lot originaire numéro trois mille quatre cent deux (3402-26) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par cent pieds en profondeur.

3. De la partie nord-ouest de la subdivision

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

Pursuant to a judgment of Hon. Justice Fortier, dated August 12th, 1936, the following deposits shall be exacted from each and every bidder.

\$1155.00 as to paragraph "A",
\$ 930.00 as to paragraph "B",
\$ 845.00 as to paragraph "C",
\$ 730.00 as to paragraph "D".

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, August 18th, 1936. 4464-34-2-o
[First publication, August 22nd, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JULIENNE LALONDE,
150513. } widow of Emile Le-
gault and now remarried to, and separate as to
property from, Athanase Plante, and the latter
to authorize his wife; vs NOÉ SAUVÉ, es-qualité,
of tutor to Thérèse, Adrienne, Bruno and Leo
Felx, minor children of the late Ildege Felx and
of the late Ernestine Decœur.

A farm being and situate in the parish of Sainte Marthe, county of Vaudreuil, known and designated under number seventeen (No. 17) on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Marthe; bounded in front by the road of range Sainte Julie, and measuring three arpents in front by nineteen arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Marthe, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 18th., 1936. 4462-34-2
[First publication, August 22nd., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE PRUDENTIAL
153600. } INSURANCE COM-
PANY OF AMERICA; vs VILDAC RHEAU-
ME.

A.—An emplacement fronting on Rheume Avenue, in the City of Verdun, measuring thirty-seven feet and six inches in width by one hundred feet in depth, English measures and more or less—with a house whereof both gable walls are mitoyens and other buildings thereon erected, and with the right of passage, in common with all others, in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

1. Of the Southeast part of subdivision number twenty-five of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-S. E. Pt. 25) on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring three inches in width by one hundred feet in depth, and bounded in front by said Rheume Avenue, in rear by a lane, to the Northwest by the remainder of said lot No. 3402-25 and to the Southeast by the hereinafter described lot No. 3402-26;

2. Of subdivision number twenty-six of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-26) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in depth.

3. Of the Northwest part of subdivision num-

numéro vingt-sept du lot originaire numéro trois mille quatre cent deux (3402-Ptie N.-O. 27) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant douze pieds et trois pouces en largeur par cent pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Avenue Rhéaume, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le lot No 3402-26 et ci-dessus décrit et au sud-est par le résidu dudit lot No 3402-27;

B.—Ce certain emplacement ayant front sur l'Avenue Wellington, en la cité de Verdun, Province de Québec, composé du lot de subdivision numéro treize de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent deux "A" (3402-"A"-13) lot de subdivision numéro onze de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent deux (3402-11) et la partie nord-est du lot de subdivision numéro douze de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent deux (3402-Ptie N.-E. 12), toutes aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant la dite partie du lot numéro 3402-12, cinq pieds en largeur par cent quatorze pieds deux pouces en profondeur dans la ligne de côté nord-est et cent treize pieds huit pouces en profondeur dans la ligne de côté sud-ouest, et tout ledit emplacement mesure trente-deux pieds en largeur par cent dix-sept pieds en profondeur dans la ligne de côté nord-est et cent treize pieds huit pouces en profondeur dans la ligne de côté sud-ouest et une superficie de trois mille six cent quatre-vingt-dix (3,690) pieds carrés; le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins, ledit emplacement étant borné comme suit:—En front par la dite Avenue Wellington, en arrière par une ruelle, au nord-est par l'Avenue Rhéaume et au sud-ouest par le résidu dudit lot numéro 3402-12—avec les édifices sus-érigés.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,090.00 quant au paragraphe A et un dépôt de \$1,190.00 quant au paragraphe B seront exigés de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Fortier, en date du 14 août 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,
Montréal, le 18 août 1936. 4465-34-2
[Première publication, 22 août, 1936]

ber twenty-seven of the original lot number three thousand four hundred and two (3402-N. W. Pt. 27) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twelve feet and three inches in width by one hundred feet in depth, and bounded in front by said Rheume Avenue, in rear by a lane, to the Northwest by the hereinabove described lot No. 3402-26 and to the Southeast by the remainder of said lot No. 3402-27;

B.—That certain emplacement fronting on Wellington Avenue, in the City of Verdun, Province of Québec, composed of subdivision lot number thirteen of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and two "A" (3402-"A"-13) subdivision lot number eleven of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and two (3402-11) and the Northeast part of subdivision lot number twelve of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and two (3402-N. E. Pt. 12) all on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring said part of lot number 3402-12 five feet in width by one hundred and fourteen feet two inches in depth on the Northeast side line and one hundred and thirteen feet eight inches in depth on the Southwest side line, and the whole of said emplacement measures thirty-two feet in width by one hundred and seventeen feet in depth on the Northeast side line and one hundred and thirteen feet eight inches in depth on the Southwest side line and a superficial area of three thousand six hundred and ninety (3,690) square feet; all of said measures are English measure and more or less, said emplacement being bounded as follows: In front by said Wellington Avenue, in rear by a lane, to the Northeast by Rheume Avenue and to the Southwest by the remainder of said lot number 3402-12—with the buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,090.00 as to paragraph A and a deposit of \$1,190.00 as to paragraph B shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Fortier, dated August 14th, 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 18th, 1936. 4466-34-2-o
[First publication, August 22nd., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } R. -B. HUTCHESON et
150526. } *al., es-qual.*, demandeurs; vs JOHN WILLIAM McDIARMID, défendeur; et MICHAEL JOSEPH O'BRIEN, curateur au délaissement.

Ce certain emplacement composé:

1. De la partie nord-ouest mesurant environ quatorze pieds en largeur, du lot connu sous le No 12 de la subdivision officielle du lot 43, (43 ptie N.-O. 12) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, bornée au nord-est par la rue Jeanne Mance, au sud-ouest par une ruelle, au sud-est par le résidu de la dite subdivision numéro douze et au nord-ouest par la portion de la subdivision numéro treize ci-après décrite, et

2. De la partie sud-est du lot treize de la dite subdivision (43 ptie S.-E. 13) aux dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, mesurant environ sept pieds en largeur, bornée

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } R. B. HUTCHESON et
150526. } *al., es-qual.*, plaintiffs; vs JOHN WILLIAM McDIARMID, defendant and MICHAEL JOSEPH O'BRIEN, curator to surrender.

That certain emplacement composed of:

1. The Northwest portion measuring about fourteen feet in width, of lot known as No. 12 of the official subdivision of lot 43, (43 N. W. Pt. 12) on the official plan and book of reference of the Saint Lawrence Ward, bounded to the Northeast by Jeanne Mance Street to the Southwest by a lane, to the Southeast by the remainder of said subdivision number twelve and to the Northwest by the portion of subdivision number thirteen hereinafter described, and 2.

Of the Southeast part of lot thirteen of the said subdivision (43 S. E. pt. 13) of the said plan and book of reference of the Saint Lawrence Ward, measuring about seven feet in width, bounded to

au nord-est par la rue Jeanne Mance, au sud-ouest par une ruelle, au nord-ouest par la partie restante de la dite subdivision numéro treize et au sud-est par la partie de la dite subdivision numéro douze ci-devant décrite.

Avec l'édifice érigé sur le dit emplacement portant le numéro civique 170, rue Jeanne-Mance (présentement connu sous le numéro civique 3458) dont les deux murs de pignon sont mitoyens.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 8 septembre 1936. 4709—37—2
[Première publication, 12 septembre 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE ROYAL TRUST
E-148521. } COMPANY, *es-qual.:*
vs ROBERT DUNCAN.

Ces deux certains lots de terre situés au Coteau Saint-Pierre, étant la subdivision 81 et 82 du lot No 138, aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 8 septembre 1936. 4711—37—2
[Première publication, 12 septembre 1936]

the Northeast by Jeanne Mance Street, to the Southwest by a lane, to the Northwest by the remaining portion of the said subdivision number thirteen and to the Southeast by the portion of the said subdivision number twelve hereinbefore described.

With the building erected on such emplacement bearing the civic No. 170 in Jeanne Mance Street (now known as civic No. 3458), both gable walls of which are *mitoyen*.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 8th, 1936. 4710—37—2-o
[First publication, September 12th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE ROYAL TRUST
E-148521. } COMPANY, *es-qual.:*
vs ROBERT DUNCAN.

Those two certain lots of land situate at Coteau Saint Pierre, being subdivision 81 and 82 of lot No. 138 on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 8th., 1936. 4712—37—2-o
[First publication, September 12th., 1936]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Québec, } MELANIE DAIGLE,
No 31872. } fille majeure et
usant de ses droits,
des cité et district de Montréal; contre JOS. DAIGLE, de la cité de Québec, dans le district de Québec et AUGER et LEGENDRE en leur qualité de registrateur conjoints pour le comté de Lotbinière à Sainte-Croix, dans le district de Québec, mis-en-cause.

1. Partie du lot No 466, (quatre cent soixante-six) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière, étant tout le dit lot No 466, moins une lisière de terrain d'environ deux arpents en superficie appartenant à Dame Lazare Croteau, située dans la dite paroisse bornée au nord par le lot No 302, vers le sud par la ligne limitative entre la dite paroisse de Saint-Antoine de Tilly et celle de Saint-Apollinaire vers le nord-est par le lot No 465 et vers le sud-ouest par le lot No 467—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 36 (trente-six) et partie du lot No 34 (trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé dans la dite paroisse, mesurant un arpent de front sur trois quart d'arpent de profondeur, borné au nord par le lot No 466, du cadastre de Saint-Antoine de Tilly, au nord-est par le reste du lot No 34, au sud par le chemin du rang des Moulanges et le sud-ouest par le lot No 36—circonstances et dépendances.

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Quebec, } MELANIE DAIGLE,
No. 31872. } spinster of the age
of majority and in the
use of her rights, of the city and district of Montreal; against JOS. DAIGLE of the city of Quebec, in the District of Quebec and AUGER et LEGENDRE in their quality of joint Registrar for the county of Lotbinière at Sainte Croix in the district of Quebec, *mis-en-cause*.

1. Part of lot No. 466 (four hundred and sixty six) of the official cadastre for the parish of Saint Antoine de Tilly, county of Lotbiniere, being the whole of said lot No. 466, less a strip of land of about two arpents in superficies belonging to Dame Lazare Croteau, situate in the said parish, bounded on the North by lot No. 302, towards the South by the divisional line between the said parish of Saint Antoine de Tilly and that of Saint Apollinaire, towards the Northeast by lot No. 465 and towards the Southwest by lot No. 467—with buildings thereon erected—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 36 (thirty six) and part of lot No. 34 (thirty four) of the official cadastre for the parish of Saint Apollinaire, county of Lotbiniere, being a lot of land situate in the said parish, measuring one arpent in front by three quarters of an arpent in depth, bounded on the North by lot No. 466, of the cadastre of Saint Antoine de Tilly, on the Northeast by the residue of lot No. 34, on the South by the road of "Des Moulanges" range and on the Southwest by lot No. 36—circumstances and dependencies.

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 26 août 1936. 4533-35-2-o
[Première publication, 29 août 1936]
[Deuxième publication, 12 septembre 1936]

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint Apollinaire, county of Lotbinière, on the SECOND day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, August 26, 1936. 4534-35-2
[First publication, August 29, 1936]
[Second publication, September 12, 1936]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: { NEW YORK LIFE INSURANCE COMPANY
No 31833. }
corps politique, dûment incorporé, ayant un bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Québec, province de Québec, contre PIERRE-WILFRID FORTIER, marchand et manufacturier, de la cité de Québec, province de Québec, à savoir:

Le lot No 3762 (trois mille sept cent soixante-deux) du cadastre officiel pour le quartier Montclam, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur l'Avenue de Salaberry, mesurant 174 pieds dans la ligne qui le divise du lot No 3763, 174-5 pieds sur la rue Crémazie, 135 pieds dans la ligne qui le divise des lots Nos 4381-25, 4381-54F et 4381-40 et 140 pieds sur l'Avenue de Salaberry, contenant en superficie 23952.5 pieds mesure anglaise, borné au nord par le lot No 3763, au sud par la rue Crémazie, à l'est par les lots Nos 4381-25, 4381-54F (ruelle) et 4381-40 et à l'ouest par l'Avenue de Salaberry—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Comme le tout est actuellement avec tous les droits, appartenances et dépendances, sans exception ni réserve de quelque sorte.

(1)—Tout offrant ou enchérisseur devra déposer entre les mains de l'huissier, avant que celui-ci ne reçoive son offre ou enchère, une somme égale à 10% de l'évaluation municipale, savoir: \$2,500.00, conformément au jugement rendu en date du 9 septembre 1936.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SEIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 9 septembre, 1936. 4713-37-2-o
[Première publication, 12 septembre 1936]
[Deuxième publication, 26 septembre 1936]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: { NEW YORK LIFE INSURANCE COMPANY
No. 31833. }
a body politic and corporate, duly incorporated, having an office and its principal place of business in the City of Quebec, Province of Quebec; against PIERRE WILFRID FORTIER, merchant and manufacturer, of the City of Quebec, Province of Quebec, to wit:

Lot No. 3762 (three thousand seven hundred and sixty two) of the official cadastre for Montclam Ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate on De Salaberry Avenue, measuring 174 feet in the line which divides it from lot No. 3763, 174 5 feet on Cremazie Street, 135 feet in the line which divides it from lots Nos. 4381-25, 4381-54F and 4381-40 and 140 feet on De Salaberry Avenue, containing an area of 23952 5 feet English measure, bounded on the north by lot No. 3763, on the south by Cremazie street, on the east by lots Nos. 4381-25, 4381-54F (lane) and 4381-40 and on the west by De Salaberry Avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. As the whole presently subsists, with all the rights, appurtenances and dependencies, without exception or reserve of any kind.

(1)—Each and every bidder must deposit with the Bailiff, before the latter receives his offer or bid, an amount equal to 10% of the Municipal valuation, namely: \$2,500.00, pursuant to a judgment rendered dated September 9, 1936.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the SIXTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, September 9, 1936. 4714-37-2
[First publication, September 12th., 1936]
[Second publication, September 26th., 1936]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, { LA BANQUE PRO-
No 5047. } VINCIALE DU
CANADA; vs FRANÇOIS ST-GELAIS ET AL,
savoit:

Comme appartenant au défendeur St-Gelais:
Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption et autres que le défendeur St-Gelais a et peut avoir sur le lot numéro trente-quatre au cadastre officiel du rang ouest du chemin Kempt, au canton Causapscaal.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement à Amqui, le VINGT-DEUX SEPTEMBRE prochain 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS D'ANJOU.
Rimouski, 18 août 1936. 4469-34-2-o
[Première publication, 22 août 1936]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, { LA BANQUE PRO-
No. 5047. } VINCIALE DU
CANADA; vs FRANÇOIS ST-GELAIS ET AL,
to wit:

As belonging to the defendant St-Gelais:
All rights of occupation, of clearing of preemption and other rights which the defendant St-Gelais, has and may have on lot No. thirty four of the official cadastre for the range West of Kempt road, in the township of Causapscaal.

To be sold at the Registry Office of Amqui, on the TWENTY SECOND of SEPTEMBER next, 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, August 18th., 1936. 4470-34-2
[First publication, August 22nd., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } LA COMMISSION
No 5504. } DU PRET AGRICOLE CANADIEN; vs GÉRARD HUDON ET AL, savoir:

Comme appartenant au défendeur Hudon:

1. Le lot numéro trente-huit au cadastre officiel du troisième rang sud du canton Causapscaal;

2. La partie nord, comprenant deux arpents et demi de front sur la profondeur du lot numéro trente-sept au cadastre officiel du troisième rang sud du canton Causapscaal—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Causapscaal, le VINGT-DEUX SEPTEMBRE prochain 1936, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHS D'ANJOU.
Rimouski, 18 août 1936. 4471-34-2-o
[Première publication, 22 août 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } JOSEPH PICARD; vs
No 5529. } LOUIS BELANGER, savoir:

Le lot numéro cinq cent soixant-neuf au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Cécile du Bic—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Valérien, le TREIZIEME jour D'OCTOBRE prochain, 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 8 septembre 1936. 4715-37-2-o
[Première publication, 12 septembre 1936]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, } FORTUNAT
Province de Québec, } LORD, avo-
District des Trois-Rivières, } cat, de la cité des
No 4049. } Trois-Rivières, de-
mandeur; vs ALFRED AUBRY, de la cité des
Trois-Rivières, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

"Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, au côté nord-ouest de la rue Saint-Sévère, étant le lot numéro seize cent quatre-vingt-dix-neuf (1699) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, contenant quarante-six pieds et six pouces de largeur, sur la dite rue, quarante-sept pieds et six pouces à sa profondeur, sur une profondeur de soixante-un pieds et trois pouces, sans garantie de mesure précise; le tout—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent trente-six, à DIX heures (10 hrs) de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 9 septembre 1936. 4717-37-2-o
[Première publication, 12 septembre 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } THE CANADIAN
No. 5504. } FARM LOAN
BOARD; vs GERARD HUDON ET AL., to wit:

As belonging to the defendant Hudon:

1. Lot number thirty eight of the official cadastre of the third South range of the township of Causapscaal;

2. The North part, comprising two arpents and one half in front by the depth of lot number thirty seven of the official cadastre of the third South range of the township of Causapscaal—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Causapscaal, on the TWENTY SECOND of SEPTEMBER next, 1936, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU,
Rimouski, August 18th., 1936. 4472-34-2
[First publication, August 22nd., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } JOSEPH PICARD; vs
No. 5529. } LOUIS BELANGER, to wit:

Lot No. five hundred and sixty nine of the official cadastre of the parish of Sainte Cécile du Bic—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Valérien, on the THIRTEENTH of OCTOBER next, 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU,
Rimouski, September 8th., 1936. 4716-37-2
[First publication, September 12th., 1936]

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, } FORTUNAT
Province of Quebec, } LORD, advo-
District of Trois-Rivières, } cate, of the City of
No. 4049. } Trois-Rivières,
Plaintiff; vs ALFRED AUBRY, of the City of
Trois-Rivières, defendant.

As belonging to said defendant, the following immovable, to wit:

An emplacement situate in the City of Trois-Rivières, on the northwest side of Saint-Sévère Street, being lot number sixteen hundred and ninety nine (1699) on the official cadastral plan and book of reference for the City of Trois-Rivières, measuring forty six feet and six inches in width, on the said street, forty seven feet and six inches at its depth, by a depth of sixty one feet and three inches, without guarantee of exact measurement—the whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the City of Trois-Rivières, on the FOURTEENTH day of OCTOBER, nineteen hundred and thirty six, at TEN o'clock (10 o'clock) in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, September 9th., 1936. 4718-37-2
[First publication, September 12th., 1936]

Chartes:—Abandon de

Charters:—Surrender of

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Standard Fish Co., Ltd.", donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour lui demander la permission d'abandonner et d'annuler sa charte à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 3 septembre 1936.

STANDARD FISH CO., LTD.

4693

Par le secrétaire,
H. COHEN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Architects' Building Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour de février 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du quatrième jour de juillet 1936, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province ce dixième jour de septembre 1936.

ALEX. DESMEULES,
4723-0 Sous-secrétaire de la Province.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies Act, the Standard Fish Co., Ltd., hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, September 3rd., 1936.

STANDARD FISH CO., LTD.

4694-0

Per H. COHEN,
Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Architects' Building Corporation", incorporated by letters patent dated the twentieth day of February 1928.

Notice is also given that from and after the fourth day of July 1936, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of September 1936.

ALEX. DESMEULES,
4724 Assistant Provincial Secretary

Députés élus

Members elected

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Québec, le 10 septembre 1936.

Quebec, 10th September, 1936.

Les candidats suivants ont été élus députés à l'Assemblée législative de Québec:

The following candidates were returned as members of the Legislative Assembly of Quebec:

M. Antonio Elie, cultivateur à Baieville, pour représenter le district électoral d'Yamaska;

Mr. Antonio Elie, farmer of Baieville, to represent the electoral district of Yamaska;

M. Emile Lesage, marchand à Macamic, pour représenter le district électoral d'Abitibi;

Mr. Emile Lesage, merchant of Macamic, to represent the electoral district of Abitibi;

M. Arthur Larouche, aviculteur à Chicoutimi, pour représenter le district électoral de Chicoutimi;

Mr. Arthur Larouche, poultry-farmer of Chicoutimi, to represent the electoral district of Chicoutimi;

M. Nil-Elie Larivière, vendeur d'essence à Rouyn, pour représenter le district électoral de Témiscamingue;

Mr. Nil Elie Larivière, gasoline vendor of Rouyn, to represent the electoral district of Témiscamingue;

M. C.-Romulus Ducharme, avocat à La Tuque, pour représenter le district électoral de Laviolette;

Mr. C. Romulus Ducharme, advocate of La Tuque, to represent the electoral district of Laviolette;

M. William-Ross Bulloch, courtier d'assurances à Westmount, pour représenter le district électoral de Westmount.

Mr. William Ross Bulloch, insurance broker of Westmount, to represent the electoral district of Westmount.

Le greffier de la Couronne en Chancellerie,
4725-0 L.-P. GEOFFRION.

L. P. GEOFFRION,
4726-0 Clerk of the Crown in Chancery.

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

EDOUARD VIII, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

EDWARD VIII, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec—SALUT.

PROCLAMATION

ATTE^ND^U que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le six octobre 1936, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger jusqu'au sept octobre 1936;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir, le six octobre 1936; vous convoquons par les présentes pour le sept octobre 1936 et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date du palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. Esioff-Léon Patenaude, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce neuvième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent trente-six, et de Notre règne le premier.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie
à Québec,
4627—37-4-0 L.-P. GEOFFRION.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

EDOUARD VIII, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

L. DÉSILETS, } **A**TTE^ND^U qu'en
Assistant-Procureur- } vertu de la loi, le
Général-Suppléant. } Lieutenant-gouverneur
peut ordonner en tout temps, par proclamation la tenue, dans tout district, d'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi en matière criminelle, en première instance;

ATTENDU qu'il est devenu nécessaire qu'un terme extraordinaire de cette Cour soit tenu dans le district de Bedford.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi, siégeant comme tribunal en première instance, en matière criminelle, soit tenu dans le district de Bedford le 12 octobre 1936 et les jours suivants:

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concer-

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Legislature of the Province of Québec stands convened for the sixth of October, 1936, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to prorogue it to the seventh of October, 1936;

THEREFORE, We now inform you that you are dispensed from meeting on the sixth of October, 1936, and hereby convene you for the seventh of October, 1936, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the despatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and well beloved the Honourable Esioff Leon Patenaude, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, this ninth day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty-six, and in the first year of Our Reign.

By command,
L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Québec.
4728—37-4-0

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

EDWARD VIII, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

L. DÉSILETS, } **W**HEREAS under the
Acting Deputy } provisions of the
Attorney-General. } Law, the Lieutenant-
Governor may order at any time, by proclamation, the holding, in any district, of an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown Side;

WHEREAS it has become necessary that an extraordinary term of the said Court be held in the district of Bedford.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have enacted and ordered and do hereby enact and order that an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown Side, be held in the district of Bedford on the 12th of October 1936 and the days following.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are

ner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE, en l'année mil neuf cent trente-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,
4733-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUÉBEC, in Our said Province, this FIFTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty six and in the first year of Our Reign.

By command,
4734 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Bureaux-chefs

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Descar Corporation, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, le vingt-huitième jour de mars 1936 et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau à Chambre 1101, 231 rue Saint-Jacques, Montréal.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce huitième jour de septembre 1936.

4729 Le président,
RAYMOND CARON.

GRANVILLE & COMPANY, INC.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Granville & Company, Inc.", a été constituée en corporation par lettres patentes, le seizième jour de juillet 1936 et a établi son bureau à 204, rue de l'Hôpital, en les cité et district de Montréal.

A compter de la date de cet avis la dite adresse sera considérée par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce quatrième jour d'août 1936.

4731 GRANVILLE & COMPANY, INC.,
Le secrétaire-trésorier,
NORMAN STAVERT.

Avis est par les présentes donné que la compagnie Malco Explorations, Limited, (No Personal Liability), constituée en corporation par Lettres Patentes de Québec, en date du 1er septembre 1936, ayant son bureau-chef à Montréal, a établi son bureau à Chambre No 740, Edifice "Dominion Square", Montréal, lequel bureau, à compter de cette date, sera considéré par la compagnie comme son bureau-chef.

4705 Montréal, le 9 septembre 1936.
Le secrétaire-trésorier,
(Signé) B.-A. MAASE.

Chief Offices

Notice is hereby given that "Descar Corporation, Limited" (No personal liability), incorporated under the Quebec Mining Companies' Act, on the twenty eighth day of March, 1936, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Room 1101, 231 Saint James Street, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this eighth day of September, 1936.

4730-o RAYMOND CARON,
President.

GRANVILLE & COMPANY, INC.

Notice is hereby given that "Granville & Company, Inc.", was incorporated by letters patent on the sixteenth day of July, 1936, and has established its office at 204 Hospital Street, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice the said address shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this fourth day of August, 1936.

4732-o GRANVILLE & COMPANY, INC.,
NORMAN STAVERT,
Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that Malco Explorations, Limited (No Personal Liability), incorporated by Quebec Letters Patent dated September 1, 1936, having its head office in Montreal, has its office at Room No. 740, Dominion Square Building, Montreal, which from this date shall be by the Company considered its head office.

4706-o Montreal, September 9, 1936.
(Signed) B. A. MAASE,
Secretary-Treasurer.

"Malco Explorations, Limited" (Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de septembre 1936, constituant en corporation: Henry Arthur House, ingénieur-minier, Duluth, Minnesota, Etats-Unis d'Amérique, Birger Albin Maase, gérant, Montréal, Province de Québec, Canada, Thure Hedman, professeur, Toronto, Ontario, Canada; et Thomas James Coulter, comptable agréé, Montréal, Province de Québec, Canada, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec, (chap. 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies possédant ou exploitant toutes mines, terrains miniers, droits miniers, droits de pré-emption ou tout intérêt en ceux, ou aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même posséder ou exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie, si telles personnes ou compagnies y consentent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

10. Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

11. Faire tous tels actes et opérations qui sont un accessoires aux objets susdits ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

"Malco Explorations, Limited" (No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of September, 1936, incorporating: Henry Arthur House, Mining Engineer, Duluth, Minnesota, United States of America; Birger Albin Maase, Manager, Montreal, Province of Quebec, Canada; Thure Hedman, Professor, Toronto, Ontario, Canada; and Thomas James Coulter, Chartered Accountant, Montreal, Province of Quebec, Canada, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose of;

3. To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, minning rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy, and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies owning or carrying on any mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, or any industry or business which it itself may own or carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

11. To do all such acts and operations necessary to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

12. La compagnie pourra émettre toutes ou aucune partie de ses actions autorisées moyennant tel escompte et tels termes et conditions qui pourront être déterminés de temps à autre, par règlement, conformément à la section 6 de la Loi des Compagnies minières de Québec susdite, sous le nom de "Malco Explorations, Limited", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trente mille dollars (\$30,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de septembre 1936.

4703 ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

12. The company may issue the whole or part of its authorized shares at such discount and upon such terms and conditions as by by-law shall be from time to time determined, upon compliance by the company with Section 6 of the Quebec Mining Companies Act aforesaid, under the name of "Malco Explorations, Limited" (No personal liability), with a total capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the third day of September, 1936.

4704-o ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 37

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Girouard vs Archambault..... 3304

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 3285

ASSURANCE:—

Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la
paroisse de Saint-Etienne-de-Beau-
mont..... 3304

AVIS DIVERS:—

Brown Corporation..... 3308
Commission du salaire minimum des fem-
mes..... 3306
Quebec Prospectors, Limited..... 3307
The Glidden Co., Ltd..... 3307

BUREAUX-CHEFS:—

Descar Corporation, Limited..... 3318
Garage Equipment & Service, Ltd..... 3305
Gold Mining Claims, Limited..... 3305
Granville & Company, Inc..... 3318
"Malco Explorations, Limited"..... 3318

CHARTES—ABANDON DE:—

Architects' Building Corporation..... 3316
Standard Fish Co., Ltd..... 3316

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Saint-Jean-de-la-Lande, munic. scolaire. 3304

DÉPUTÉS ÉLUS:—(Voir page)..... 3316

ERRATUM:—

McMasterville, village de..... 3305

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Girouard vs Archambault..... 3304

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 3285

INSURANCE:—

Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la
paroisse de Saint-Etienne-de-Beau-
mont..... 3304

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Brown Corporation..... 3308
Women's Minimum Wage Board..... 3406
Quebec Prospectors, Limited..... 3307
The Glidden Co., Ltd..... 3307

CHIEF-OFFICES:—

Descar Corporation, Limited..... 3318
Garage Equipment & Service, Ltd..... 3305
Gold Mining Claims, Limited..... 3305
Granville & Company, Inc..... 3318
"Malco Explorations, Limited"..... 3318

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Architects' Building Corporation..... 3316
Standard Fish Co., Ltd..... 3316

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Saint-Jean-de-la-Lande, school munic. ... 3304

MEMBERS ELECTED:—(See page)..... 3316

ERRATUM:—

McMasterville, village of—..... 3305

LETTRES PATENTES:—

Cercle Universitaire Laval de Québec	3289
Gold Mining Financial Corporation	3301
Improvement Company, Limited	3297
La Cie des Mines Solidor—Solidor Mines Co	3286
"Malco Explorations, Limited"	3319
Normandin & Company, Limited	3290
Salaison Papineau Inc.	3288
Sauvé & St-Amour, Ltée—Sauvé & St. Amour, Ltd.	3293

LETTERS PATENT:—

Cercle Universitaire Laval de Québec	3289
Gold Mining Financial Corporation	3301
Improvement Company, Limited	3297
La Cie des Mines Solidor—Solidor Mines Co	3286
"Malco Explorations, Limited"	3319
Normandin & Company, Limited	3290
Salaison Papineau Inc.	3288
Sauvé & St-Amour, Ltée—Sauvé & St. Amour, Ltd.	3293

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

C.-E. Racine & Cie, Limitée	3302
Sheer Silk Hosiery Mills, Ltd.	3303

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

C.-E. Racine & Cie, Limitée	3302
Sheer Silk Hosiery Mills, Ltd.	3303

PROCLAMATIONS:—

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires	3316
Cour du Banc du Roi, district de Bedford	3317

PROCLAMATIONS:—

Convocation of the Legislature for the dispatch of business	3316
Court of King's Bench, district of Bedford	3317

MINUTES DE NOTAIRES:—

Bélangier, Arthur	3303
Blain, J.-Ludovic	3303

NOTARIAL MINUTES:—

Bélangier, Arthur	3303
Blain, J. Ludovic	3303

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Gouger, Hervé	3305
---------------	------

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Gouger, Hervé	3305
---------------	------

VENTES POUR TAXES:—

Bourget, munic. du canton	3299
Rivière-du-Loup, cité de	3300

SALES FOR TAXES:—

Bourget, munic. of the township	3299
Rivière-du-Loup, city of	3300

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

SHERIFFS' SALES:—

HULL:—

Banque Provinciale du Canada vs De-Bruyne <i>et vir.</i>	3308
--	------

HULL:—

Banque Provinciale du Canada vs De-Bruyne <i>et vir.</i>	3308
--	------

MONTRÉAL:—

Commercial Loan Co., Ltd. vs Montpetit <i>et al.</i>	3309
Hutcheson <i>et al</i> vs McDiarmid	3312
Lalonde <i>et vir</i> vs Sauvé	3311
Prudential Ins. Co. of America vs Holstein	3309
Prudential Ins. Co. of America vs Rhéaume	3311
The Royal Trust Co., vs Duncan	3313

MONTREAL:—

Commercial Loan Co., Ltd. vs Montpetit <i>et al.</i>	3309
Hutcheson <i>et al</i> vs McDiarmid	3312
Lalonde <i>et vir</i> vs Sauvé	3311
Prudential Ins. Co. of America vs Holstein	3309
Prudential Ins. Co. of America vs Rhéaume	3311
The Royal Trust Co., vs Duncan	3313

QUÉBEC:—

Daigle vs Daigle	3313
New York Life Ins. Co. vs Fortier	3314

QUEBEC:—

Daigle vs Daigle	3313
New York Life Ins. Co. vs Fortier	3314

RIMOUSKI:—

Banque Provinciale du Canada vs St-Gelais <i>et al.</i>	3314
---	------

RIMOUSKI:—

Banque Provinciale du Canada vs St-Gelais <i>et al.</i>	3314
---	------

Commission du Prêt Agricole vs Hudon
et al. 3315
 Picard vs Belanger 3315

Commission du Prêt Agricole vs Hudon
et al. 3315
 Picard vs Bélanger 3315

TROIS-RIVIERES:—

Lord vs Aubry 3315

TROIS-RIVIERES:—

Lord vs Aubry 3315